

« Vers un Front Commun de la France et de l'Angleterre. »  
Paris-Midi 27-4-38

## Pour l'écrasement du prolétariat ibérique.

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10<sup>e</sup> — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

## VIVE L'UNION SACRÉE DU PROLÉTARIAT CONTRE LA BOURGEOISIE !

### Unité révolutionnaire !

Le Premier Mai se déroulera cette année dans une atmosphère bien différente de celle des Premiers Mai 1937 et 1936. Alors c'était l'enthousiasme, la confiance de la classe ouvrière. Cet an passé déjà le Premier Mai avait été assombri par le souvenir tout chaud des massacres de Cligny et de Mellalou. Mais les ouvriers, facilement gênés, avaient parfois donné aux dirigeants responsables, par leur lâcheté, de ces abominations.

On criait dans les cortèges : La Rocque au poteau, Doriot en prison, et alternant avec l'Internationale on chantait la Marseillaise.

On mesure aujourd'hui le chemin parcouru, mais en sens inverse du progrès social, depuis l'an passé et mieux encore depuis 1936.

Le Premier Mai 1938 le prolétariat sera sur la défensive au lieu d'être sur l'offensive.

Depuis six mois nous assistons en effet à une attaque massive et simultanée des forces capitalistes et étatiques. Le patronat et l'Etat, un moment affublés par l'action directe ouvrière, ont repris du poil de la tête — de notre poil.

En résumé nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation politique et sociale que n'auraient pas désavouée naguère des Chambres Bloc national ou Bleu horizon. Et cependant, sauf erreur, il y a encore à la Chambre une très forte majorité de députés radicaux, socialistes et communistes élus tout exprès par et pour le peuple !

Et cette belle majorité mandatée pour faire une politique de gauche fera maintenant une politique de droite.

Tout cela nous l'avons dit, il y a bien longtemps déjà, et au moment même où les travailleurs manifestaient avec leurs bulletins de vote, leur intention de changer la face des choses. Et nous ajoutions que l'action directe et surtout autonome de la classe ouvrière était seule capable de regagner les ailes au Capital. Et l'événement a prouvé que nous avions raison.

Le raz-de-marée des grèves de juin submerge bien vite les pittoresques dirigeants syndicaux. L'instinct ouvrier suppléait alors victorieusement à la « tactique » dérisoire des politiciens. Malheureusement ceux-ci aussi ont repris du poil de la tête. Tous deux la même bête. Devant un patronat regroupé et puissant, les

fauteurs criminels de quinze années de défaites ouvrières recommencent leurs méfaits. De nouveau leurs méthodes totalitaires, leurs procédés, leurs calomnies, énercent, désunissent, divisent les ouvriers. Leurs appels à l'unité sont faux.

Oui unité ! Mais pas pour la guerre ! Pas pour la politique des partis attachés servilement aux impérialismes, que ceux-ci soient blancs, bleus ou tricolores.

Unité pour faire front contre le patronat, contre le capitalisme, contre l'Etat, Unité pour sauver l'Espagne ouvrière.

Unité pour l'indépendance de la classe ouvrière.

Unité pour faire reculer le fascisme et la guerre — quelle qu'elle soit.

Unité révolutionnaire du prolétariat !



### Trois nouvelles poursuites contre le "lib"

Quand on pense qu'il n'y a pas si longtemps, c'était en 1935, de bons bougres scandaleux : DALADIER AU POUVOIR ! sur l'affair des lampions ! Eh bien ! il y est au pouvoir, le « taureau de la Camargue ». Et maintenant qu'il a les coudeuses franches, ça va harder pour les antimilitaristes. Pour commencer, le gérant du LIBERTAIRE, notre ami Coudry, s'est entendu signifier mardi trois inculpations nouvelles de « PROVOCATIONS DE MILITAIRES À LA DESOUEURSEANCE DANS UN BUT DE PROPAGANDE ANARCHISTE » pour des articles du mois de janvier ayant trait à la grève des transports et à l'emploi des troupe pour la briser. Inculpation à retardement comme on voit. Et procédé bien commun, dont la recette ne serait pas dédiçonnée par des dictateurs fascistes.

Nous n'avons cependant affaire qu'à de purs démocrates et qui gouvernent avec des majorités de « gôche » !...

viseur juste et de frapper fort contre les mensonges, les abus, les scandales, les turpitudes et les crimes de l'autorité sous toutes ses formes,

d) Tant en province qu'à Paris, il failait répondre à l'appel des camarades et organiser, presque chaque jour, des réunions, conférences et manifestations qui, souvent, déchaînaient la bagarre, à dix contre cent.

e) Toutes ces difficultés se trouvaient aggravées par les embarras d'argent.

Je n'ai plus besoin d'insister.

Sans doute, aujourd'hui comme alors, les militants se heurtent à des difficultés analogues ; mais il ne faut pas oublier que, il y a quarante ans, nous n'étions qu'une poignée et que, à peine défriché, le terrain était beaucoup plus difficile à cultiver.

(Voir la suite en 6<sup>e</sup> page.)

sant la Fédération des Bourses d'alors, disait ceci :

« Volontairement confinées jusqu'à ce jour, dans le rôle d'organisatrices du prolétariat, les Bourses du Travail de France entrent désormais dans la lutte économique...

« Elles déclarent la guerre à tout ce qui constitue, soutient et fortifie l'organisme social.

« Confidentes des souffrances et des plaintes du prolétariat, elles savent que le travailleur aspire, non pas à prendre la place de la bourgeoisie, à créer un Etat ouvrier, mais à égaliser ses conditions et à donner à chaque être la satisfaction qu'exigent ses besoins.

« Aussi méditent-elles avec tous les socialistes, de substituer à la propriété individuelle et à son effroyable cortège de misère et d'iniquités, la vie libre sur la terre libre !...

« Elles réclament la réduction de la durée du travail, la fixation d'un minimum de salaire, le respect du droit de résistance à l'exploitation patronale, la concession gratuite des choses indispensables à l'existence : pain, logement, instruction, remèdes ; elles s'efforceront de soutenir leurs membres auxangoisses du chômage et aux inquiétudes de la vieillesse en arrachant au capital la dîme inique qu'il préleve sur le travail.

« Mais elles savent que rien de tout cela n'est capable de résoudre le problème social... Le travail — et il n'est pas éloigné — où le prolétariat aura constitué une gigantesque association, consciente de ses intérêts et du moyen d'en assurer le triomphe, ce jour-là il n'y aura plus de capital, plus de misère, plus de classes, plus de haines. La révolution sociale sera accomplie ! »

Voilà en quelques lignes toute la doctrine — réaliste et idéaliste à la fois — du syndicalisme : la fameuse « charte d'Amiens » ne fera que la reprendre et la condenser.

Désormais Pelloutier donne tous ses efforts à cette Fédération des Bourses du travail, dont il est le secrétaire, dont il est l'âme.

Mais il ne cesse pas en même temps de collaborer à des journaux et des revues, à l'Art social de Gabriel de la Salle, au Journal du Peuple, à la Revue politique et parlementaire, etc. ;

(Voir la suite en 2<sup>e</sup> page.)

### Regard en arrière

par Sébastien FAURE

La jeune génération (celle qui se compose des moins de quarante ans) connaît mal ou insuffisamment le passé déjà long du Libertaire.

Ils ignorent presque tout de sa fondation, des difficultés sans nombre qu'il a rencontrées sur la route de son développement, des batailles qu'il a livrées, des campagnes qu'il a menées, de la position qu'il a prise au cours des grands événements qui ont marqué son existence.

Estimant que cette ignorance est regrettable, des amis m'ont instamment demandé de retracer, dans ses grandes lignes et brièvement, la vie mouvementée de ce journal.

Je céde à leurs sollicitations, pensant que la vie du Libertaire étant, depuis près d'un demi-siècle, intimement liée au mouvement anarchiste, cet article rappellera aux vieux compagnons des souvenirs qui les rajeuniront et fera connaître aux jeunes des choses qu'il est utile qu'ils apprennent.

Fondé en 1895, le Libertaire est dans sa quarante-troisième année. Il est né au lendemain de cette série d'attentats terroristes (Ravachol, Leauthier, Paulweil, Vaillant, Emile Henry, Caserne...) et d'actes de propagande par le fait (Daval, Pini, Ortiz...) qui avaient semé l'affolement et jeté l'épouvante.

Le Pouvoir législatif avait forgé « contre les menées anarchistes » des lois à ce point abominables qu'on les a qualifiées de « scélérates ». Le Pouvoir exécutif avait organisé contre tous les suspects d'anarchisme un régime de surveillance rigoureuse et d'implacable répression. La presse distilla, goutte à goutte, dans l'esprit public, le mépris et la haine des « compagnons ».

Toutefois la fière attitude des terroristes devant leurs juges et leur tranquille intégrité face à la guillotine avaient fait naître chez beaucoup de déshérités une secrète admiration et une sympathie instinctive.

Dans ces conditions, il était nécessaire et urgent de vulgariser l'idéal auquel ces hommes, aussi héroïques que désintéressés, avaient fait délibérément le sacrifice de leur vie. Il fallait aux anarchistes une arme de propagande et de combat.

C'est cette arme que devait être, que fut et que n'a jamais cessé d'être le Libertaire.

Ceux qui n'ont pas assisté à la naissance de cet hebdomadaire et qui le voient actuellement répandu, influent et robuste ne peuvent se faire qu'une très faible idée des difficultés qu'il a dû surmonter pour résister et grandir.

Difficultés de toutes sortes :

a) Perquisitions, saisies, poursuites, condamnations se multiplient;

b) Il fallait, à jet continu, exposer nos conceptions et combattre les déformations et travestissements que leur infligeaient la sottise des uns et la malveillance des autres;

c) Il fallait saisir au passage toutes les occasions que nous offrait l'actualité de

viseur juste et de frapper fort contre les mensonges, les abus, les scandales, les turpitudes et les crimes de l'autorité sous toutes ses formes,

d) Tant en province qu'à Paris, il failait répondre à l'appel des camarades et organiser, presque chaque jour, des réunions, conférences et manifestations qui, souvent, déchaînaient la bagarre, à dix contre cent.

e) Toutes ces difficultés se trouvaient aggravées par les embarras d'argent.

Je n'ai plus besoin d'insister.

Sans doute, aujourd'hui comme alors, les militants se heurtent à des difficultés analogues ; mais il ne faut pas oublier que, il y a quarante ans, nous n'étions qu'une poignée et que, à peine défriché, le terrain était beaucoup plus difficile à cultiver.

(Voir la suite en 6<sup>e</sup> page.)

### FAIRE LA PAIX

par LASHORTES

On continue à faire avaler à ce pauvre

Front populaire (mais y a-t-il encore un

front populaire?) toutes les couleuvres,

La dernière en date est de taille et elle

semble bien avoir passé comme les au-

tres : il s'agit des négociations pour la

reprise de relations normales entre la

France et l'Italie. Nous n'en sommes en-

core qu'aux préliminaires, mais les bases

essentielles de l'accord ont été acceptées

par le représentant français M. Blondel :

elles comportent la reconnaissance de l'

Empire italien et le rétablissement de l'

ambassade de Rome. Ainsi se trouve

ce chapitre qui avait commencé avec

la conquête éthiopienne, et s'était pour-

suivi avec les sanctions et la constitution

d'un nouvel Etat italien.

Il est certain que l'Anschluss et l'accord

anglo-italien ont hâté une évolution

qu'on attendait plus lente. La conquête

et la mise au pas de l'Autriche ont contribué à rapprocher les adversaires d'hier.

Mussolini a trouvé là un moyen de si-

gner au Führer que la politique de

l'axe Rome-Berlin ne saurait, en tout

état de cause, signifier l'effacement de

l'Italie et qu'un nouvel effort de l'Allemagne pour améliorer ses positions en Eu-

rope centrale ou méditerranéenne pour-

rait avoir pour conséquence de ressusciter

au front des Alliés de 1915-1918. Quant

à la France, il lui fallait bien s'allier

sur l'Angleterre si elle ne voulait pas

se isoler complètement en Europe.

Voilà, en tout cas, qui porte un rude coup

à certaines conceptions simplistes que nous dénonçons depuis des mois dans ce

journal. En effet, ces tractations, ma-

nœuvres, « tours de valse » ne prouvent

pas que seuls comptent, par-dessus

les parentés d'idéologie, les intérêts impé-

rialistes en jeu ? En l'occurrence, ce jeu

consiste à reprendre, sur de nouveaux

fras, la vieille politique d'encerclement

de l'Allemagne. Limiter la poussée de

celle-ci vers la Méditerranée et vers

l'Orient et, pour cela, maintenir le bas-

chécoslovaque, encourager les vel-

léties de résistance de la Roumanie et de

la Hongrie à détourner le gouvernement

yougoslave de l'affirance de Berlin, ce

sont là les principales cartes de la par-

tie.

(Voir la suite en 6<sup>e</sup> page.)

### CHASSE A L'HOMME

### L'OUVRIER ETRANGER, VOILA L'ENNEMI !

## De la chaise électrique au chat à neuf queues

La dernière trouvaille de la civilisation du XX<sup>e</sup> siècle en matière pénale, la chaise électrique, n'a pas fini de faire parler d'elle. Nul n'ignorait les horreurs que ce mode d'exécution ajoutait encore à la peine de mort ; tout le monde avait lu, les uns avec un frémissement d'indignation, les autres avec une délectation sadique, de ces histoires de condamnés rotissants lentement sur l'ignoble appareil. Et la semaine dernière encore, nous apprenions que deux pannes d'électricité avaient successivement retardé l'exécution de deux malheureux alors qu'ils venaient d'être amenés dans la chambre de mort.

Avec un sentiment d'humanité très américain, le gouverneur du Texas leur accorda une grâce... d'une semaine, prolongeant ainsi leurs souffrances par l'atroce attente du dernier contact.

Notre bonne presse ne manqua point de souligner le fait et d'en tirer parti pour la plus grande satisfaction de l'orgueil national en comparant la barbarie yankee à la paternelle sollicitude de Deibler pour les condamnés de la douce France.

Or, non seulement le fait d'une plus grande sérocité ne saurait nous absoudre de la notre, mais tout d'abord faudrait-il établir une juste balance entre les systèmes de répression en usage dans chaque nation et, pour cela, les étudier dans leur ensemble et non pas dans leurs détails, en tenant compte autant des cruautés avouées, codifiées, étalées au grand jour par ce peuple-ci que des horreurs secrètes commises par celui-là. C'est ainsi que seraient mises en parallèle les chambres des aveux spontanés dont chaque grande ville de France est dotée, les scènes répugnantes qui s'y déroulent, clandestinement, avec les séances de grilling que les Américains reconnaissent sans en rougir dans l'ingénuité de leur barbarie. De même conviendrait-il, pour donner le juste degré de l'objection où notre civilisation peut se complaire, de ne pas évocuer le chat à neuf queues des Anglais sans parler de la chioche dont l'usage courant aux colonies fait partie de notre pénétration pacifique cependant que les châtiments admis par les gouverneurs de la France d'Outre-Mer et réservés à ses sujets, dépassent en horreur ce que la plus sadique imagination peut concevoir depuis la pendaison par les testicules jusqu'au filement électrique savamment introduit dans le canal de l'urètre.

Mais tout fut écrit qui devait l'être sur ce sujet et rien n'en transpira si ce n'est dans les rares milieux où un peu d'humanité semble s'être réfugiée.

Le silence de la Presse sur des ignominies définitivement établies fut accueilli avec la même grâtilude par les banquiers émetteurs de titres coloniaux que par la douce et vertueuse rentière venant encasser ses coupons au guichet. Car rien n'aurait rien ne peut secourir la moelle pourrie de bourgeois si ce n'est la peur pour sa propre peau. Aussi n'est-ce point étonnant de constater l'émotion de cette bourgeoisie devant ce qu'elle appelle « l'armée du crime » dont le recrutement, effectué par la Misère, s'intensifie chaque jour avec une effarante progression ; aussi ne sommes-nous pas surpris de lire quotidiennement dans la presse de pressants appels en faveur de nouveaux modes de répression.

De Vautel à Géo London en passant par Diocorde, tous les lâches de guillotine réclament des peines exemplaires et demandent que celle du fouet soit remise en honneur. Je sais bien ce que Barthou leur aurait répondu : l'ex-ministre de la Justice avait sur le chat à neuf queues des opinions personnelles qu'il n'exposait que dans son intimité. Mais il ne sera pas impossible que, dans un pays qui compte suffisamment de têtes à claques pour que des suggestions aussi abjectes soient colportées, un projet fût déposé en vue d'une loi suffisamment ignoble pour être accepté.

Mais avant de la faire payer chez le législateur, nous n'oublierons pas ses instigateurs. Nous n'avons pas besoin de prendre leurs empreintes digitales pour les identifier, ni de carnet B pour en établir la liste.

Que ces Messieurs se le disent. Il y a des limites à la sottise et à la cruauté. Ils les ont atteintes.

Nous méritons bien plus que le fouet si nous les laissons les dépasser.

AURELE PATORNI

### L'EXEMPLE DES MINEURS ANGLAIS

## Qu'attend la C. G. T. pour l'imiter ?

On prendra connaissance ci-dessous, avec plaisir, d'une dépêche assez reconfortante puisqu'elle annonce que le peuple anglais se réveille et songe enfin à soutenir énergiquement l'Espagne révolutionnaire.

La conférence extraordinaire en faveur de l'Espagne républicaine qui a eu lieu hier 23 avril à Londres, groupant 1.203 organisations représentées par 1.806 délégués parmi lesquelles des travailleurs, communistes, libéraux et conservateurs, a eu de fortes répercussions sur l'opinion britannique.

La résolution votée engagait le gouvernement britannique à appuyer les demandes du gouvernement espagnol à Genève, réclamant l'abolition de la non-intervention, etc.

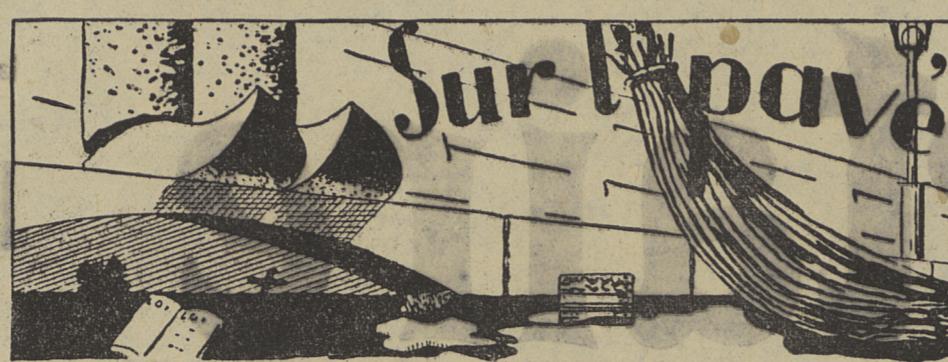
Une campagne nationale a été décidée pour réunir des fonds afin d'acheter des canons antiaériens à destination des républicains espagnols.

En outre, une délégation se rendra dès leur arrivée à Londres, auprès de MM. Daladier et Bonnet.

Enfin, le syndicat des mineurs anglais qui organise une vaste conférence jeudi prochain, a l'intention de proposer à tous ses membres de donner leur salaire d'une journée au profit de l'Espagne révolutionnaire.

On estima que la somme s'élèverait à 400.000 livres sterling, soit 65 millions de francs.

La classe ouvrière anglaise n'a jamais passé pour être très solidaire à l'égard d'autres peuples. Son effort actuel n'en est que plus méritoire. Nous le signalons à la classe ouvrière française pour qu'elle l'imité et même le dépasser. La proposition des mineurs anglais doit être reprise, ici, par notre C. G. T., et appliquée immédiatement. En regard des sacrifices consentis par les camarades espagnols, les cinq millions de syndiqués de la C. G. T. ne reculeront pas à verser leur salaire d'une journée, mais faut-il encore que les dirigeants syndicaux le désirent.



### Comme dirait Raymond Guyot...

Treize lignes de l'Humanité nous apprennent qu'un « drame pénible » s'est produit ces derniers à la caserne du 74<sup>e</sup> B.A.F. à Lantosque.

Un soldat avait été puni de prison. Conduit en cellule, il s'est pendu à l'aide de sa ceinture.

C'est tout.

Tous les encasernés involontaires n'acceptent pas avec la même philosophie les brimades idiotes et cruelles de leurs supérieurs hiérarchiques.

Beaucoup, devant tant de bêtise et de mesquinerie accumulées sous le seul képi d'un adjudant-chef, ont un rictus d'indignation.

Beaucoup aussi n'ont pas la dose de résignation nécessaire pour accepter de cœur léger une punition portant sur un motif absolument fantaisiste ou sur une peccadille.

Sentant la réaction impossible, tout geste de révolte voué à l'échec, comprenant que toute protestation agraverait son cas, le jeune soldat en arrive parfois (beaucoup plus souvent qu'on pourrait le croire) à des gestes désespérés.

L'affaire est soigneusement étouffée par l'autorité militaire. On avertit les parents que leur fils a été victime d'un regrettable accident et on leur refuse le droit de voir le corps.

L'Humanité nous dit que les camarades du suicidé ne manquent pas d'être émus. Comme on comprend ça !

Mais un qui n'y doit rien comprendre, c'est M. Raymond Guyot, qui dans l'Avant-Garde explique aux jeunes soldats qu'ils devront aimer leurs chefs et leur obéir et qui lors du dernier départ s'écriait :

La joie et la fierté d'être soldat gonfle le cœur de chacun.

La Rue Michel.

(Suite de la première page)

Il publie des brochures, rédige son Histoire des Bourses du travail, et écrit même un Mémoire pour la construction d'un théâtre populaire. Il fonde l'Ouvrier des Deux-Mondes, revue mensuelle d'économie sociale, qu'il compose lui-même.

Car cet homme restait dans la plus noire misère. Un jour, Georges Sorel, qui avait compris quelle intelligence merveilleuse l'animaient, s'ému de cet apostolat famélique et lui fit obtenir par l'intermédiaire de Jaurès un poste d'enquêteur temporaire de l'Office du travail au ministère du commerce dont M. Millerand avait le portefeuille. En raison de sa situation, Pelloutier accepta, sans atteinte à son indépendance, cette maigre ressource.

Ce fut un beau tapage dans les diverses écoles socialistes, qui se combattaient alors âprement.

L'attaque, sourde, surgit au congrès de Lyon et se renouvela au congrès de Paris 1900. Pelloutier, malade au point de se tenir à peine debout, se défendit d'une voix affaiblie et rauque, la voix d'un moribond.

Il n'est pas de peine à se disculper, mais retourne chez lui touché à mort.

Calomnie, calomnie toujours, dit ou chante Bazile. Les guestdites furent merveille, en politiciens aguerris. Sus à l'anarchiste ! C'était une revanche du congrès de Londres. Il fallait abattre le pelé, le galeux d'où venait tout le mal et qui ganganait le bétail électoral par sa théorie du syndicalisme se suffisant à lui-même et se passant d'élus et de candidats. C'était toujours la lutte, lutte à mort entre politiciens et syndicalistes, entre votards et grève-généralistes. Cela dura depuis longtemps et surtout depuis 1896. On ne pouvait plus « voter » en rond. Toujours quelqu'un troubait la fête, ô Marolleau !

C'est également en 1896, que l'Art Social public, de Fernand Pelloutier, une intéressante étude sur l'Organisation corporative et l'anarchie. Cette étude fut, je crois, aussi éditée, en une petite brochure, devenue rare, par le Cercle des Étudiants socialistes internationalistes et révolutionnaires de l'époque. En cette étude, Pelloutier établit la concordance existant entre l'union corporative en élaboration et la société communiste et libertaire, à sa période initiale.

« Nous voulons, dit-il, que toute la fonction sociale se réduise à la satisfaction de nos besoins ; l'union corporative le veut aussi, c'est son but, et de plus en plus elle s'affranchit de la croyance en la nécessité des gouvernements ; nous voulons l'entente libre des hommes ; l'union corporative (elle le discerne mieux chaque jour) ne peut être qu'à condition de bannir de son sein toute autorité et toute contrainte : nous voulons que l'émancipation du peuple soit l'œuvre du peuple lui-même ; l'union corporative le veut encore de plus en plus, on y sent la nécessité, on y éprouve le besoin de gérer soi-même ses intérêts ; le goût de l'indépendance et l'appétit de la révolte y germen ; on y rêve des ateliers libres où l'autorité aurait fait place au sentiment personnel du devoir ; on y émet sur le rôle des travailleurs dans une société harmonique des indications d'un large esprit étonnante et fournies par les travailleurs mêmes. Bref les ouvriers, après s'être cru si longtemps condamnés au rôle d'outil veulent devenir des intelligences pour être en même temps les inventeurs et les créateurs de leurs œuvres. Qu'ils élargissent donc le champ d'étude ouvert ainsi devant eux. Que comprenant qu'ils

### L'ERE DU FLIC

On raconte que Thiers tint au bout d'une pince de bâton qui payaient à Deutz la « livraison » de la duchesse de Berry. A cette époque, la bourgeoisie n'aimait pas la police et les policiers. Javert était utilisé, mais honni. Aujourd'hui les dirigeants sont moins dégoûtés. Tout le monde connaît, tel est leur rôle. Ainsi il est dans les intentions de Sarraut, paraît-il, de frapper de lourdes pénalités les citoyens qui auront abrité sous leur toit un étranger en difficultés avec la police. C'est proprement — si l'on peut dire — l'organisation du flicisme « à la base ». C'est beau !

### XENOPHOBIE

On se croirait d'ailleurs revenu depuis quelques jours aux beaux temps de la xénophobie guerrière. L'immonde Sarraut déchaîne la presse et même la presse de gauche — voyez l'Éuvre — contre les étrangers, dont un savant « criminologue » (sic) nous apprend qu'ils fournissent un quart des délinquants. Pauvres « Boches », « Macarons » et autres « Pollacks », gare à vous !

A-t-on idée aussi de venir manger le pain des Français !

...Et de faire un petit peu pousser leur blé et extraire leur charbon, d'ailleurs.

### EXPORTATION FRANÇAISE

La Roumanie va connaître des jours fastes. La France lui adresse un présent de choix. C'est le flic Bonny, lequel va, dit-on, réorganiser la police roumaine. Gardes de fer et autres Mmes Lupescu et Zizi Lambrino feront bien de veiller à leurs poches et à leurs sacs à main. Un sachet de « neige » dans ce vite glissé ! Et l'on rappelle que le « sauveur de la République » (Chérin dixit) était passé maître dans ce sport qui coûte d'ailleurs si cher à une amie de Bébert Sarraut, l'homme du Sphinx.

Dans l'Art et la Révolte, autre brochure de Fernand Pelloutier, éditée encore par le Cercle des Étudiants où il traite ce sujet en une conférence, il montre la bourgeoisie disparasant peu à peu comme une coulée de boue qu'emportent pèle-mêle préjugés, croyances et morales. Dans cette brochure, rare, très rare, datant d'une quarantaine d'années, laissez-moi vous copier ceci :

Il y a aux pays du soleil des fruits mal-sains qui, mûris vite, se gâtent plus vite encore ; les végétations sans paille, dont la vie n'est qu'une hâte vers la mort et qui brillent l'un éclat d'autant plus si qu'il sera plus épiphénomène. Ces végétations, ces fruits, c'est notre bourgeoisie. A peine née, elle fut riche et puissante. A l'âge où races et castes s'armèrent encore d'habitude contre les retours de la fortune et l'instabilité des pouvoirs, elle était déjà en pleine possession de sa force. Cinquante années elle a joué et la voici mourante. Quelle plus terrible leçon ! On cherchera vainement ailleurs qu'en elle-même la raison de son agonie. Il y a cent ans, les peuples avaient encore, pour les gouvernements, les religions, la famille, la patrie, le même respect qu'il y a trente siècles. Ils avaient renversé des dynasties, coupé des têtes couronnées, détruit des autels et violé des temples, mais ils courbaient encore le front devant l'autorité. Le maître tué, ils criaient : « Vive le maître ! » Un Dieu disparu, ils plaient devant le monstre indien de qui l'appétit sanginaire est une faveur passionnément désirée. Cent ans, et tout cela s'en est allé. On subit encore des gouvernements ; l'autorité est honnête, et l'or crache sur la barbe des maîtres ; l'autorité en est prescrite, et l'homme dit : « Amour à qui m'aime ; indifférence à qui, fût-il de mon sang, exige mon affection sans la mériter. » Les nations demeurent et parfois s'affirment la naissance des races ; le patriote n'est plus et « le petit doigt qui sort à détacher la cendre du cigare » paraît enfin plus précieux

que la conquête d'un Empire.

Avant 1900, beaucoup d'ouvriers à tendance libertaire, affichant même de sincères idées anarchistes, avaient du groupement syndical une certaine défiance, avec plus ou moins de raisons valables, que je ne discute pas en ce moment.

C'est à eux que Fernand Pelloutier s'adressait dans sa « Lettre aux anarchistes ».

Dans la biographie de Pelloutier par Victor Dave se trouve reproduite cette lettre.

Je ne crois pas devoir hésiter à en donner connaissance à ceux de nos jeunes camarades qui l'ignorent et même aux vieux qui l'ont oublié.

Dans cette « Lettre aux anarchistes » écrit Victor Dave, Pelloutier a fort bien défini sa pensée, la nôtre aussi :

Partisans de la propriété privée de la propriété individuelle, nous sommes, en outre, ce qu'ils ne sont pas (les politiciens), des révoltés de toutes les heures, hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout déspotisme, moral ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même.

Voilà, ce me semble, un bel acte de foi anarchiste. Continuons :

« Libertaire dans le grand sens du mot, il demandait, dans cette même « LETTRE AUX ANARCHISTES » qui n'admettait pas l'efficacité de l'action syndicale, « de respecter ceux qui croient à la mission révolutionnaire du prolétariat éclairé, d'en poursuivre plus activement, plus méthodiquement et plus obstinément que jamais l'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres. »

Il est impossible, ici, de relater tout ce que fut l'œuvre de Fernand Pelloutier.

Victor Dave a fait de ce militant incomparable, une biographie que l'éditeur a eu le bon esprit de placer au début de l'*Histoire des Bourses du Travail*.

D'autre part, la « Préface » de Georges Sorel, écrite en décembre 1901, est à elle seule un régal pour tout militant qui sait lire et penser.

Pour terminer, je veux encore glaner dans cette « Préface » de G. Sorel quelques lignes brefs et nettes que je juge des vérités :

Il est absolument ce que pensait Fernand Pelloutier, organisateur fédéraliste, militant libertaire convaincu et homme d'action sans esbrouffe, de volonté ferme, de conscience droite et de caractère digne et fort. Ce travailleur acharné n'avait d'autre ambition que d'être utile à tous et surtout aux exploités qu'il voulait voir acquérir la science de leur malheur !

L'inoubliable précurseur du véritable syndicalisme, tendant à la disparition du salariat, cette dernière forme de l'esclavage ; à la suppression de cette honte : l'exploitation de l'homme par l'homme, par l'anéantissement de l'autorité patronale, ce fut bien notre pionnier et cher ami Pelloutier.

Outre ses deux livres admirables : *L'Histoire des Bourses du Travail* et *La Vie Ouvrière* en France, Pelloutier nous a laissé plus encore : c'était une organisation vivante, avec un esprit de révolte fécond, n'existant nullement l'esprit d'organisation et d'administration. Enfin, il a laissé à tous le souvenir d'un militant courageux jusqu'au sacrifice ; d'un apôtre ardent de la Révolution sociale, et, à ses amis, restés sincères et pauvres comme lui, il laissa son exemple. L'ont-ils suivi ? ...

GEORGES YVETOT.

Il semble que les capitalistes internationaux et surtout anglais payent cher leur aide aux fascistes espagnols.

Ainsi le bilan du Rio Tinto pour l'année 1937 fait ressortir une chute verticale par rapport aux exercices précédents. Le bénéfice accusé pour l'an dernier est tombé à 195.154 livres contre 445.560 livres en 1936, exercice déjà fortement grevé cependant. Convenons que les actionnaires du Rio Tinto — parmi lesquels on compte de nombreux capitalistes français — payent cher à Franco la prime d'assurance contre la révolution.

LES CAUSES DE LA DÉFAITE D'ARAGON<sup>(1)</sup>

## Délimitation des responsabilités

(Suite)

Outre les terribles effets de démolition causés par l'activité constante de l'aviation ennemie, qui a opéré quelquefois avec 200 appareils à la fois, sans avoir d'adversaires dans l'air, il faut tenir compte de l'impression profondément enracinée chez les soldats : qu'on a trahi, qu'on les trompe et qu'on les laisse froidement et délibérément à l'ennemi.

La direction désastreuse du commandement alimente cette idée autant que son éloignement des troupes et la continuation de la tactique d'injustice et de représailles.

Comment justifier la désagréation de forces qui, unies et sous le même commandement, ont toujours donné des résultats excellents quand il est facile de prévoir qu'en les répartissant elles perdront leur efficacité et qu'en les plaçant sous des commandements différents, leur enthousiasme tombera ?

Le camarade Yoldi, un chef de division qui était à la hauteur des circonstances, a été, lui aussi, l'objet d'un attentat de la part des éléments communistes des brigades internationales, pour avoir informé qu'elles étaient retirées sans combattre et sans aviser sa division avec laquelle elles se joignaient, laissant de cette façon dans une situation vraiment dangereuse.

Il échappa par pur hasard à cet attentat, mais Yoldi a été immédiatement l'objet d'un ordre d'arrêt et il y avait de sérieuses raisons de craindre qu'on voudrait le charger de la responsabilité du désastre, non seulement pour annuler un chef confédéral apprécié, et pour satisfaire des communistes, mais aussi pour sauver la responsabilité des vrais coupables.

Outre cela montre que, malgré la gravité de la situation, on persiste dans la même politique désastreuse et provocatrice qui justifie ainsi pleinement la sensation de trahison qu'ont les combattants.

Le Gouvernement a été avisé plusieurs fois des dangers que cette tactique signifie pour lui. Quinze ou vingt jours avant le commencement de l'offensive ennemie qui a eu comme conséquence la perte de Teruel, la section de défense de la C.N.T. fait était devant l'état-major central de l'incapacité du chef de la 42<sup>e</sup> division, lieutenant-colonel Michalena, qu'on laissa pendante dix mois à Barcelone comme soupçonné d'être fasciste.

A la proposition de lui substituer un autre chef plus compétent, on répondit qu'il fallait prouver cette incapacité.

Peu de temps avant, au début de l'offensive fasciste en Aragon, une délégation de la C.N.T. et de la F.A.I. rendit visite à Negrín pour exiger une rectification de la politique militaire, sur des bases d'une critique raisonnée et objective des erreurs commises, surtout dans les opérations de Teruel. Le président du Conseil a promis de tenir compte de ces critiques et de prendre rapidement les mesures nécessaires à ce sujet. Ces mesures n'ont pas été prises ni sur le terrain militaire, ni sur le terrain politique, sauf la libération tardive de prisonniers antifascistes.

En même temps, par ordres réservés et secrets, on retire la nomination de tous ceux de la marine qui ont une place de commandement dans les états-majors de divisions,

(1) Voir le « Libertaire » du 21 avril 1938.

corps d'armée et armées, et cela parce qu'ils ne sont pas diplômés, bien qu'ils aient démontré jusqu'à présent une capacité plus que suffisante pour remplir les missions dont ils étaient chargés.

Maintenant que les fascistes sont en train de franchir la frontière de Catalogne, le Gouvernement lance un pressant appel aux partis et aux organisations antifascistes et semble vouloir admettre une ample collaboration. Dans ce moment, il est bien difficile de préciser la portée de la situation militaire.

L'ennemi a trop avancé et le problème urgent, angoissant, c'est de lui opposer une masse d'aviation égale ou supérieure à la sienne. Avec cela et avec une politique de vraie unité antifasciste, il serait encore possible de soulever le moral du peuple et des combattants et rejeter l'ennemi.

De notre part, de la part des organisations libertaires, il y a la plus ferme décision de lutter jusqu'au bout et de collaborer sincèrement avec les autres secteurs antifascistes, malgré l'expérience vraiment

peu agréable faite par nous, et à nos frais jusqu'à présent, à cause du manque absolu de loyauté des autres secteurs qui ne respectent même pas les accords pris.

C'est que maintenant nous sentons surtout le devoir impératif de la résistance désespérée, contre que contre, contre le fascisme agresseur, qui avance. Et comme nous sommes disposés à arriver jusqu'à l'extrême sacrifice matériel, nous nous disons aussi à faire les plus grands sacrifices moraux, avec la pleine certitude d'avoir accompli notre devoir historique.

Que chacun se charge de la responsabilité qui lui revient.

P.-S. — Quelques jours après avoir publié ce document, le nouveau Gouvernement s'est constitué avec la participation de la C.N.T. La gravité de la situation est augmentée et il est très difficile de dire maintenant quelle politique suivre celle tant détestée du Gouvernement précédent. La présence de la C.N.T. obligera sans doute à des rectifications. Le mouvement libertaire a créé en Catalogne un Comité exécutif, avec la participation de la C.N.T., de la F.A.I. et des Jeunesse libertaires, afin de pouvoir travailler avec la rapidité que l'heure présente exige et afin d'imposer des sanctions à tous ceux qui n'accomplissent pas les accords des organisations.

Une fois de plus, le mouvement libertaire a dû se mettre à la hauteur des circonstances.

CHAQUE CHOSE EN SON TEMPS  
La C. N. T. n'est pas représentée dans la délégation qui va en Russie pour le 1<sup>er</sup> mai

De la Soli du 21 avril, nous publions l'article suivant qui fixe catégoriquement la position de la C. N. T. en ce qui concerne la délégation espagnole se rendant en Russie pour le Premier Mai.

Sous le prétexte d'une délégation qui, au nom de divers organismes, se dispose à partir pour la Russie pour assister aux fêtes du prochain Premier Mai, certains en sont revenus, nous ne savons pour quelles raisons, à employer des équivauts, en ce qui concerne une participation présumée de la C.N.T. à ladite délégation. En parlant du voyage en question et en donnant les noms des personnes désignées pour y participer, on ajoute celui d'un ouvrier qui représenterait un syndicat de la C.N.T. Et même un journal d'hier — 20 avril — publiait une espèce de reportage avec le présumé « délégué de la C.N.T. qui va en Russie pour assister aux fêtes du Premier Mai ».

Cela ne peut moins faire que de nous étonner, puisque aucun organisme confédéral n'a confié à qui que ce soit une telle représentation et n'a autorisé personne à visiter la Russie au nom de l'organisation. Quant au Syndicat Sidérrométallurgique de la C.N.T., auquel il est fait allusion, il a un intérêt spécial à répondre qu'il n'a confié de délégation d'aucune sorte à la personne indiquée en l'article du journal.

En faisant cette mise au point, nous voulons éviter que personne ne s'attribue indûment et d'aucune façon, la représentation de notre organisation, ni que d'autres, non autorisés par elle, se l'octroient eux-mêmes. Ce n'est pas la première fois que sous prétexte de voyages en Russie, on se livre à l'équivaut avec de prétendus représentants de notre mouvement qui font des déclarations et prononcent des conférences.

Nous espérons que ce sera la dernière fois que nous devrons faire de telles mises au point, ce que nous faisons seulement par hommage à la vérité et, bien entendu, sans le moindre dommage pour le grand peuple russe dont nous admirons hautement la sincère adhésion à notre cause.

## L'Andorre doit respecter le droit d'asile

Le triste exode des miliciens et paysans espagnols, contraints de franchir la frontière pour ne pas tomber aux mains de Franco, a mis en lumière un aspect particulier du drame espagnol qu'il convient de dénoncer avec vigueur.

Il s'agit de l'Andorre, qui grâce à son esprit particulaire et à certaines habiletés de Franco, est, à l'heure actuelle, imprégnée du plus pur esprit fasciste. Alors que les réfugiés espagnols peuvent encore entrer en France, l'Andorre, aidée des gardes mobiles français, prétend leur interdire l'entrée sur son territoire, sous le prétexte spécieux que cette république d'anarchistes ne l'intéresse pas. Il s'ensuit donc que les malheureux qui n'auront d'autre solution pour fuir le massacre que de franchir la frontière andorrane, seront impitoyablement refoulés vers leurs assassins, et cela sous la protection tutélaire de l'armée française.

Ce n'est pas tout. Les fascistes espagnols établis à Perpignan n'entendent pas que la curée ait lieu sans eux. Le 16 avril deux cars pleins de ce joli monde sont parti vers l'Andorre. Car si l'on traque les anti-fascistes espagnols, et si on ne leur accorde que des passeports visés pour l'aller seulement lorsqu'ils désirent se rendre en Espagne, ces messieurs les fascistes, eux, ont pignon sur rue, ce qui leur permet de résider tranquillement à Perpignan, et ils circulent et voyagent à leur gré, avec tous les papiers nécessaires, et la protection respectueuse des autorités françaises.

Nous pensons qu'il y a là un scandale à dénoncer. Un assassinat est en train de se commettre avec l'assentiment de notre « république ». Si nous n'avons pas su l'empêcher, tâchons au moins qu'il ne nous déshonneure pas complètement. La non-intervention de l'Andorre, est, comme la nôtre, à sens unique. N'oublions pas que l'Andorre est sous la double suzeraineté de la France et de l'Espagne et qu'il suffirait que nos gouvernements interviennent pour que cesse ce mépris du droit d'asile qui risque de couler la vie à d'innombrables réfugiés.

G. ROLLET.

## Les « Premier Mai » passés

Premier Mai, jour où la classe ouvrière proclame ses revendications, journée devenue un symbole de la lutte des classes, des aspirations des masses travailleuses à de meilleures conditions de vie, trouva son origine au cours d'un mouvement pour l'obtention de la journée de huit heures.

Depuis 1832, se déroulent une suite de grèves ayant comme but la diminution de la durée de travail. Cette année-là, eut lieu, à Chicago, une grève pour la journée de dix heures, grève suivie, l'année suivante par celle des tailleur de Londres. En 1834, les tisseurs d'Angleterre entraient en conflit pour la journée de huit heures ; le bâtiment de Londres prenait également part à la lutte pour la réduction de la dureté du travail. L'année 1834 voyait aussi la grande manifestation de rue d'une centaine d'ouvriers londoniens.

Un premier congrès ouvrier fut, en 1845, tenu à New-York, et la loi de dix heures était votée en 1847 en Angleterre, tandis qu'aux États-Unis, la journée était réduite de quatorze heures à onze heures. En 1866, les travailleurs des U.S.A., au Congrès de Baltimore, fondèrent le parti ouvrier ; des prolétaires allemands émigrés en Amérique mettaient debout en 1870-71, l'Association internationale des Travailleurs.

Toute cette agitation devait aboutir finalement à la décision prise en 1884 par la Federated Trades — fédération syndicale des États-Unis et du Canada fondée en 1880 — de faire grève le 1<sup>er</sup> mai 1886 pour obtenir la journée de huit heures. Cette décision confirmait ce qui avait été résolu en 1881 au Congrès de Pittsburgh. Il est vrai que la journée de huit heures avait été acquise des travailleurs de certains établissements de Chicago, que, dans plusieurs États des U.S.A., elle constituait la journée légale.

Le 16 février 1886, à la suite d'un conflit, 1.200 ouvriers furent congédiés par les usines Mac Cormick de Chicago. Des meetings en faveur des exclus se tenaient chaque soir. Le gouvernement, en présence de cette action, envoya quatre cents policiers armés, qui furent joints aux trois cents policiers privés réunis par la compagnie. Le dimanche qui précédait le Premier Mai, une réu-

nion de vingt-cinq mille personnes eut lieu ; les anarchistes Parsons, Schwab et Fielden en étaient les principaux orateurs. Le 3 mai, la police ayant tiré sur les travailleurs réunis devant l'usine Mac Cormick, les militants du journal ouvrier l'Arbeiter Zeitung appellent la population à une réunion de protestation qui se tint dans la nuit du 4 au 5 mai ; quinze mille personnes y assistaient. Spies, Parsons et Fielden y prirent la parole avec d'autres orateurs. Après le meeting, les auditeurs s'étant dispersés, une centaine de gendarmes en profitèrent pour se ruer, revolver en main, sur deux cents personnes encore présentes. Sur les policiers déchaînés fut, à ce moment, jetée une bombe qui en tua sept, en blessa une soixantaine.

Deux mille ouvriers furent arrêtés aussi-tôt après l'attentat, parmi lesquels les militants anarchistes Schwab, Fielden, Spies, Lingg, Fischer, Neebe, Engel. Ayant réussi à éviter l'arrestation, Parsons, qui voulait supporter sa part de responsabilités, se présenta plus tard devant le tribunal. Les autorités virent dans l'attentat une possibilité d'entraver la marche du mouvement anarchiste aux États-Unis. Le lanceur de la bombe n'ayant point été retrouvé, elles libérèrent les meilleurs d'arrêts, conservant seulement les sept militants que nous venons de citer. Spies, Fischer, Engel et Parsons furent condamnés à mort, et exécutés le 11 novembre 1887. Lingg se suicida avec une cartouche de dynamite. La peine de Schwab et Fielden était communiquée en prison perpétuelle ; celle de Neebe était de quinze ans de prison.

Après le meurtre, les auditeurs s'étant dispersés, une centaine de gendarmes en profitèrent pour se ruer, revolver en main, sur deux cents personnes encore présentes. Sur les policiers déchaînés fut, à ce moment, jetée une bombe qui en tua sept, en blessa une soixantaine.

En 1906, bien que de grosses forces répressives fussent concentrées dans la capitale, une importante manifestation ouvrière eut lieu.

Le Premier Mai 1890, la bourgeoisie parisienne, gagnée par la peur qui était propagée par une presse annonçant des événements graves, avait déserté la capitale. Une délégation de militants socialistes remettait à la Présidence du Conseil des pétitions demandant la réduction à un maximum de huit heures de travail journalier.

A Vienne, dans l'Isère, au cours de la dernière semaine d'avril, Louise Michel et

Tennevin donnèrent à la salle du Théâtre une réunion qui groupa plusieurs milliers de travailleurs. Le Premier Mai, huit mille grévistes entendaient Pierre Martin faire le procès des exploitants de la classe salariaire. A la sortie de la réunion, une bataille mettait aux prises la police et les ouvriers ; ceux-ci s'emparèrent d'une usine, et quatre cents mètres de drap furent gratuitement distribués aux nécessiteux.

Le Premier Mai 1891 devait être marqué par la sanglante fusillade de Fournes et par la Bataille de Clémilly. Des libertaires qui tentaient de se rendre en cortège de Levallois à Clémilly, où des drapeaux noirs avaient été, dans la matinée, accrochés aux fils télégraphiques, se heurtèrent à la police. Une quinzaine de camarades réunis ensuite dans un débit de vins de Clémilly, chantant la « Carmagnole », furent attaqués à coup de feu par les agents, et se défirent... Des trois militants arrêtés en cette occasion, deux, Decamps et Dardare, furent condamnés à des années d'emprisonnement.

Ce même Premier Mai, à Fournes, les ouvriers de l'usine « Le Fourneau », en grève pour une augmentation de salaires, essaient de déboucher leurs camarades d'une autre usine. Huit arrestations ayant été opérées, la population vint réclamer les prisonniers. Vers la fin de l'après-midi, les autorités, toutes dévouées au ministre Constant, n'hésitèrent pas à faire tirer la troupe, et les balles, abattant quatre-vingts personnes, firent dix morts, dont un enfant de onze ans.

En 1906, bien que de grosses forces répressives fussent concentrées dans la capitale, une importante manifestation ouvrière eut lieu.

Le Premier Mai 1919, la classe ouvrière obtint le vote de la loi de huit heures, et le Premier Mai vit, en 1919, 1920, 1921, de grandes démonstrations.

Souhaitons que les prolétaires de la Confédération Générale du Travail, échappant à la mainmise des partis politiques, affirment au cours des futurs Premiers Mai une volonté puissante de libération.

G. ROLLET.

## Nous replier ou nous déployer ?

Il faut bien insister. Il le faudra longtemps. Les vérités essentielles sont répétées depuis des siècles et elles n'ont pas encore pénétré dans les cerveaux, ni surtout dans les cours. Quoi d'étonnant que nous répétions à notre tour, d'une façon plus ou moins monotone, plus ou moins originale, nos vérités qui datent d'hier et ne sont arrivées qu'aux oreilles d'une infime minorité ?

J'ai écrit que l'esprit humain ne peut pas se satisfaire de négation éternelle. Comme le corps, il se repaît de substance. Cela entre dans la réalité de toutes les phases de l'évolution. Si sur toute la surface du globe, malgré la différence des latitudes, du monde physique, du progrès ou de la stagnation matérielle, l'espèce humaine a inventé des religions, c'est parce que son imagination ne pouvait pas comprendre et sa sensibilité ne pouvait pas supporter la mort. Et le primitif a créé les esprits, a donné la vie à la mort, le civilisé a créé les Dieux, la plupart des êtres ont peuplé le vide des cœurs.

Les causes profondes de la religion ont une caractéristique psychologique que nous ne pouvons pas dédaigner. Cette caractéristique réapparaît et réapparaît toujours, en dehors de la dérivation religieuse. Pourquoi le réformisme a-t-il triomphé dans le socialisme, pourquoi le coopérativisme s'est étendu, pourquoi le syndicalisme réformiste, corporatif, révolutionnaire a-t-il pu se développer avec plus de succès que l'anarchisme ?

Nous pouvons trouver plusieurs explications. La principale est pour les tendances non révolutionnaires qu'elles ne demandaient pas le sacrifice constant de la tranquillité, de la liberté, de la vie. Mais il en est une autre qui est peut-être, quoique moins visible, aussi importante. C'est que ces courants permettent de réaliser quelque chose. Oh ! certainement, ce qu'on faisait, ce qu'on a fait est bien peu en regard à ce qu'il faut faire. Mais entre lutter pour une révolution totalitaire que l'on sent très lointaine et réaliser, même partiellement, tout de suite, les hommes et les femmes ont préféré faire ce qu'ils pouvaient.

Besoins de réaliser toujours, besoin de créer, impossibilité absolue de ne vivre que de critiquer et de regarder une étape pro-

grammes, indiquait des chemins, créait des moyens de réorganisation sociale.

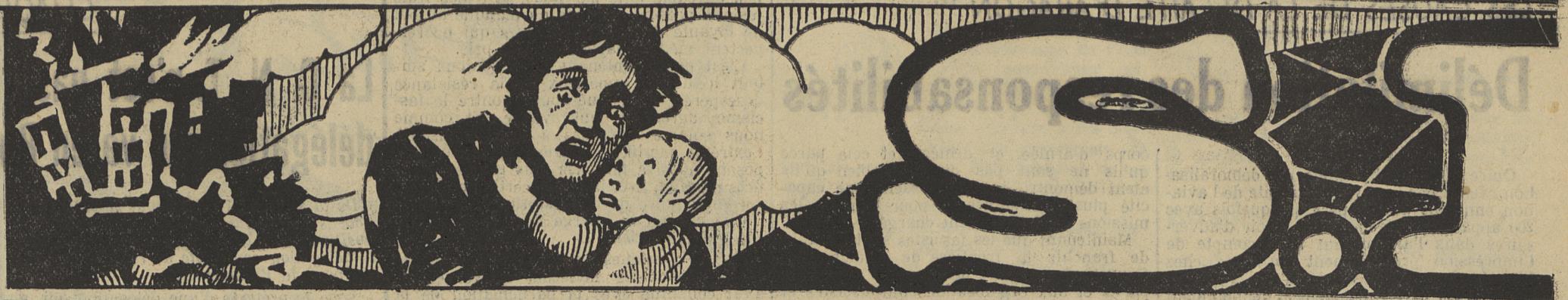
On ne trouve pas, chez Kropotkin, une activité créatrice aussi directe, aussi matérialisée. Mais c'est dans son œuvre théorique que nous puisons le plus profondément l'essence constructive et réalisatrice de nos idées. Son étude méticuleuse des courants créateurs de l'histoire nous pousse logiquement à développer les réalisations limitées qu'il signale. Dans la dernière partie de L'Entraide qui a, pour moi, autant de valeur pour l'anarchisme que Le Capital pour les socialistes, mais qui est infiniment plus profond que l'œuvre de Marx, il nous pousse à faire de la biologie, — et la sociologie n'est qu'une partie qui est fondée en comble la structure de la société. Et il peut, et il pourra s'étendre dans la mesure où ces mêmes courants de rénovation s'avèreront inaptes à tenir leurs promesses.

Réaliser : tel est le besoin permanent, des peuples et des peuples occidentaux qui ne pourront jamais jamais, sans déchoir, cesser d'agir. L'anarchisme supposait-il ce vide prolongé, cette absence de création, cette posture négative unilatérale qui va de la naissance de la doctrine à l'heure historique d'une réalisation intégrale et totalitaire ? Il est possible de répondre oui, comme il est possible de répondre non, car aucune idée n'est interprétée d'une façon unilatérale. Mais si nous prenons les faits qui ont marqué son début, nous nous apercevons que nos meilleurs théoriciens n'ont pas conçu ainsi ni leur tâche, ni la nôtre.

Proudhon a toujours demandé le « crédit gratuit » pour que chacun puisse, sans défaire, se libérer de l'exploitation de l'homme par l'homme. Presque toute sa vie il a été hanqué par ce projet qui a voulu mettre en pratique avec des moyens quelquefois discutables. Sa Banque du Peuple, qui échoua par un concours de circonstances, n'avait pas d'autre but.

Les mineurs anglais abandonneraient le salaire d'une journée au profit de l'Espagne ouvrière.

Qu'attend notre C.G.T. pour, au moins, en exiger autant de tous ses syndiqués ?



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r, de Crussol, Paris (II<sup>e</sup>) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

## Tout pour eux !

L'heure est-elle venue pour S.I.A. de modifier son attitude, de considérer que ce qui se passe en Espagne n'a pas plus d'importance que n'en ont les événements qui se produisent dans le reste du Monde ? Et faut-il que S.I.A., se préoccupant, dès maintenant, un peu de tout, n'exerce surtout pas sa solidarité qu'en faveur de l'Espagne révolutionnaire ?

Notre réponse, à nous, est déjà faite.

Notre S.I.A. persistera dans la voie qui lui a été tracée ; son secrétariat ne faillira point au mandat qui lui a été donné, qu'il n'a accepté, d'ailleurs, qu'à la condition expresse que « l'aide immédiate à l'Espagne » serait le grand souci de la S.I.A., pour ne pas dire le seul, aussi longtemps que les copains espagnols se trouveraient aux prises, avec leurs ennemis de classe, dans une mêlée sociale d'une pareille envergure.

Nous avons écrit, en novembre dernier, au moment de la création de la S.I.A., ces lignes :

« Solidarité Internationale Antifasciste est faite pour porter secours aux victimes du fascisme mondial ; mais tant que les événements d'Espagne seront ce qu'ils sont, tant que les antifascistes espagnols soutiendront cette lutte surhumaine contre Franco et contre des secteurs politiques plus désireux d'imposer leur détestable hégeconomie que de participer loyalement à la défaite de l'ennemi commun, Solidarité Internationale Antifasciste se consacrera exclusivement à la défense de l'Espagne ouvrière. »

Notre premier manifeste, signé des membres du Comité de patronage, déclarait :

« Comme les événements le commandent, Solidarité Internationale Antifasciste se doit d'aider d'abord, et avant tout, les antifascistes espagnols pour qu'ils résistent victorieusement aux hordes de Franco, la défaite du fascisme en Espagne devant inévitablement, d'ailleurs, entraîner la déroute du fascisme international. »

Et notre brochure explicative ajoute également :

« Nous devons dire aux uns et aux autres que si le gros de nos efforts est en ce moment plus spécialement porté sur un point du globe, c'est parce qu'il faut toujours courir au plus pressé, là où le fascisme est le plus menaçant. Aide immédiate à l'Espagne ! Oui, parce que c'est là-bas que le fascisme cause les plus grands ravages ; c'est là-bas que les antifascistes lui résistent le plus courageusement ; parce que c'est en Espagne que le fascisme international risque d'être défait une fois pour toutes. »

Des camarades dirigeants de la C.N.T., de la F.A.I., de la S.I.A. internationale, nous ont fait des remontrances ; chevaleresques à l'extrême — ils en avaient le droit, eux — ils ont demandé à différentes reprises que la section française de la S.I.A. se penche sur d'autres douleurs, panse d'autres blessures, et ne donne pas tous ses efforts pour la seule Espagne.

Nous avons refusé de les écouter.

Est-ce à dire que, en certains cas, nous n'avons pas agi, apporté notre solidarité à des exilés, secouru tel ou tel ? Nos livres font foi du contraire. Plusieurs dizaines de milliers de francs ont été dépensés afin de satisfaire à cette sorte d'entraide.

Mais, nous nous refusons à distribuer aux proscrits de toute obéissance, de toute nationalité qui frappent à notre porte, ce qui est collecté dans le but de secourir les combattants espagnols et leur famille.

On nous en fait un crime dans certains milieux français plus enclins au débinage systématique qu'au travail pratique.

Nous passons outre !

Et puisque, par de venimeuses attaques qui cachent mal le dépit et la jalousie, l'on nous a contraint de fournir ces explications, nous irons jusqu'au bout de notre pensée.

Serions-nous plus riches que nous ne pourrions pas, pour l'instant, verser beaucoup plus aux hommes qui, repoussés de partout, se réfugient en France. Nous ne mions point qu'ils ne soient intéressants, mais si vous connaissez les infortunes incalculables qui, rien qu'en Catalogne, sont le lot de chaque famille !

Les camarades « étrangers » qui résident en France savent qu'ils peuvent compter sur nous. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de leur prouver que notre amitié ne se satisfait pas de mots, si le gouvernement français ose leur appliquer le code scélérate qui serait en préparation.

Mais l'existence des compagnons qui se battent, depuis près de deux années, avec un cran admirable, contre l'affreuse réaction mondiale qui a juré leur perte, est autrement pénible que celle des proscrits. Ils sont le dos au mur, maintenant. Farouchement, ils tiennent. Jusques à quand résisteront-ils ? Jamais leurs S.O.S. n'ont été plus déchirants, que ce soit pour eux afin d'avoir des armes, ou que ce soit pour leurs enfants qui n'ont même pas de pain, pour les tout-petits qui n'ont même pas de lait.

Et c'est à une heure aussi atroce pour nos frères ibériques que l'on nous fait un procès sous le prétexte que nous ne tiendrions pas une balance égale entre ceux-ci et ceux-là, sous le prétexte que nous ne distribuerions point tant par ici, tant par là.

Pour notre défense, et au risque d'aggraver notre cas, nous répondons : TOUT POUR L'ESPAGNE !

Le Secrétariat de la S.I.A.

## Où en est l'amnistie en Espagne ?

Il nous faut avouer que l'on nous interroge assez souvent sur le sort qui a été réservé, ces derniers temps, aux antifascistes espagnols enfermés dans les prisons républicaines de Madrid, de Valencia, de Barcelone.

Tous les bruits, les plus optimistes, ont couru à ce sujet.

Il y a trois semaines environ, nous recevions de Barcelone, un matin, un coup de téléphone par lequel on nous annonçait que tous les emprisonnés politiques seraient élargis le soir-même.

Cette nouvelle n'a pas été confirmée. Nous avons su que les portes des prisons s'étaient ouvertes devant quelques antifascistes ; que des camarades de langue italienne, par exemple, avaient été libérés. C'est tout. C'est peu, diriez-vous. C'est également notre avis. Et nous ne nous gênons pas de faire savoir à la S.I.A. internationale, lui déclarant que nous ne comprenons pas que tout ne soit pas mis en œuvre pour en finir avec cette question délicate... et irritante pour les partisans de la liberté que nous sommes.

## Quête pour les hommes libres d'Espagne

Prenez sur votre pain et prenez sur vos coeurs.  
Du plus profond de l'homme une voix vous appelle  
Qui dit : « Sois la pitié, sois l'aide fraternelle  
« Qui change en grains de blé l'obscur soleil des pleurs. »

Donnez ; un peuple a faim, dont l'effort est sublime.  
Donnez ; un peuple meurt d'engendrer l'avenir.  
Donnez pour qu'un enfant, en mangeant, vous rédime  
Du crime où vous voyez vos despotes s'unir.

Donnez pour vous sauver par le salut des autres,  
Pour abattre la guerre et grandir vos destins ;  
Pour conserver à l'homme, en nos jours incertains,  
Ton peuple, ô Liberté ! tes héros, tes apôtres.

Donnez pour rendre, libre, à ses fils les meilleurs,  
A l'esprit qui l'éclaire, au sang qui la féconde,  
L'Espagne où Don Quichotte oppose aux imposteurs  
Le rêve le plus haut dont s'ennoblit le monde.

Donnez ; donnons afin d'être, un jour, pardonnés  
D'avoir, pour nous garder, souffert le sacrifice  
De ceux qui sont tombés en fondant la justice...  
Contre notre égoïsme et nos remords, donnez !..

Donnons pour alléger un peu notre misère  
D'une paix sans repos, sans clarté, sans grandeur.  
Donnons pour mériter le lointain rédempteur  
Que forme, en son malheur, l'Espagne libertaire.

Georges PIOCH

### Les Conférences-filmées

#### La troisième tournée et la quatrième

Notre ami Huart, après avoir présenté ses films et fait sa conférence à Villefranche, Nice et Cannes, les 27, 28 et 29 avril, partira pour l'Algérie où il doit accomplir une vaste tournée de propagande qui durera jusqu'au 10 juin. Nous en indiquerons l'itinéraire et les modalités d'organisation dans huit jours.

Une quatrième tournée est en préparation qui aura lieu dans le Centre de la France à partir du 15 juin. Elle débutera par Vierzon, Mehun-sur-Yèvre, Foëcy, Bourges ; elle continuera par Montluçon, etc... Que les camarades qui désirent la faire passer dans leur localité veuillent bien nous écrire au plus tôt.

L'abondance des matières nous fait repousser à la semaine prochaine la fin du compte rendu de la deuxième tournée, celle qui se déroulera en Bretagne à la satisfaction de tous.

### Réunions et Permanences de la S.I.A.

#### AVIS !

Nous prévenons les responsables sections de la S.I.A. que nous n'insérons que les communiqués qui nous sont adressés chaque semaine pour le journal en cours. Il faut donc qu'ils nous écrivent chaque fois qu'ils désirent faire annoncer quelque chose dans les pages de la S.I.A.

**CRETEIL.** — Grande conférence filmée, mardi 2 mai, à 20 h. 30, salle du Cinéma Régina, Grande-Rue, Orateurs : Patzen, STAINS, etc. — Réunion, samedi 6 mai, à 20 h. 30, salle du bal, à la mi-journée avec le concours de la Mutualité, au profit du peuple espagnol, samedi 21 mai, à 20 h. 30, salle du « Va et Viens », boulevard Maxime-Gorki.

**VALENTON.** — Réunion, vendredi 29 avril, à 20 h. 30, salle du Coteau, Orateurs : Closset et Jaquier.

**VERT-GALANT.** — Meeting, samedi 7 mai, à 20 h. 30, salle Léonard.

**PONTOISE.** — Conférence filmée, jeudi 12 mai, à 20 h. 30, Cinéma Excelsior, rue de la Brettonnière.

**MARSEILLE.** — La section de Marseille organise une réunion dans le cadre régional des sections espagnoles, une grande fête de solidarité franco-espagnole, pour l'après-midi du dimanche 8 mai, Maison de la Culture, 68, rue Sainte, Camarades antifascistes, retenez cette date.

**TROYES.** — Permanence tous les mercredis à 20 h. 30 à l'Hôtel de Ville, salle 191, 3<sup>e</sup> étage ; prendre l'escalier de la Justice de Paix.

## Voilà les faussaires !

Les lecteurs de cette page, les adhérents à la S.I.A., savent avec quel parti pris, avec quelle effronterie, et par quels procédés, les staliniens s'acharnent contre la section française de notre S.I.A.

Ils nous ont accusés des pires choses. Et aussi d'être des faussaires, c'est-à-dire d'utiliser dans notre Comité de patronage les noms de personnalités qui n'auraient point donné leur acceptation. Nous avons déjà répondu et prouvé que les bolchevistes mentaient.

Mais aujourd'hui, ce sont eux que nous prenons la main dans le sac.

Les staliniens espagnols ont essayé d'organiser récemment en Espagne ce qu'ils appellent un Congrès de la Solidarité. Pour donner du reluisant à celui-ci, ils ont enrôlé toutes les individualités en vue ; ils avaient même été un peu fort puisqu'ils avaient annoncé que David Antona, Federica Montseny et Mariano Vazquez étaient membres du Comité organisateur dudit Congrès.

C'était faux. Et les trois documents suivants, s'ils démontrent que dans l'art du maquillage les staliniens sont passés maîtres, ils démontrent également que les maquillages même bien faits laissent parfois apparaître la vraie figure.

Barcelone, 5 avril 1938,

Au Conseil National de la section française de la S.I.A.  
Chers Camarades,

Ci-joint, je vous envoie une copie de la traduction en Espagnol d'un des articles paru dans un journal français : « L'Unité ».

C'est un véritable modèle d'effronterie de la part des éléments du Secours Rouge International. Cet article est tout un mensonge.

En plus de profiter des noms de nos camarades qu'ils n'ont même pas consultés avant de les enrôler dans le Comité de parrainage, ils écrivent que la S.I.A. participe au Congrès annoncé, malgré que notre section espagnole ait refusé catégoriquement, après avoir exposé les raisons qui la poussaient à ne pas accepter cette invitation.

Tandis qu'on attaque sans pitié la section française de la S.I.A., on veut, en même temps, utiliser la section espagnole pour donner de l'éclat et de la valeur à des activités spéciales. Vraiment, c'est le comble !

HERRERA

Pour le Conseil Général de la S.I.A. Internationale,

Barcelone, 14 avril 1938,

Au Conseil National de la section française de la S.I.A.  
Chers Camarades,

Nous nous référons à notre précédente lettre qui concerne la façon d'agir, à notre égard, du Secours Rouge International.

Nous avons déjà signalé que ses dirigeants se sont comportés d'une manière indigne, utilisant, sans y avoir droit, le nom de notre organisation et celui de camarades antifascistes très connus. Maintenant, nous avons en mains les preuves de l'utilisation illicite du nom de Mariano Vazquez. Afin que vous soyez documentés à ce sujet, nous vous joignons copie de la lettre que le secrétaire général de la C.N.T. vient d'adresser au Secours Rouge International.

HERRERA

Pour le Conseil Général de la S.I.A. Internationale,

Barcelone, 8 avril 1938,

Au Secours Rouge International

Chers Camarades,

Je suis obligé de vous faire savoir que vous ne devrez pas compter sur ma collaboration pour le Congrès populaire de solidarité. La Confédération Nationale du Travail ne désirant pas intervenir dans celui-ci, il ne m'appartient pas d'y collaborer personnellement.

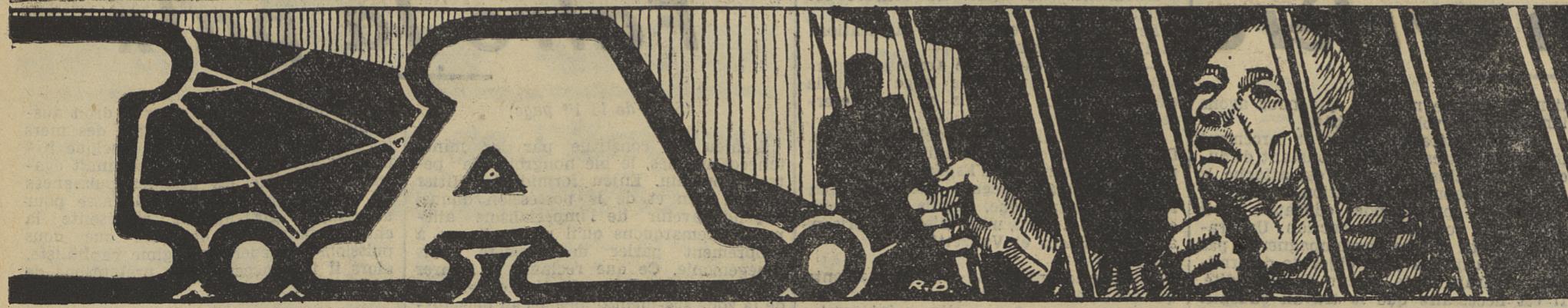
Je profite de cette occasion pour vous manifester combien il m'est désagréable de constater que, suivant de vieilles coutumes, vous employez des méthodes de propagande bien peu loyales. J'ai appris, en effet, que vous aviez inclus mon nom sur la liste du Comité de patronage de votre congrès. Vous avez, en ce sens, outrepassé vos droits, et je vous prie instamment de remédier à cette situation en faisant savoir publiquement que je ne participe aucunement à l'œuvre que vous envisagez.

MARIANO VAZQUEZ

Pour le Comité National de la C.N.T.

Nos camarades David Antona et Federica Montseny ont protesté de leur côté contre l'utilisation abusive qui a été faite de leur nom. Un secrétaire du Secours Rouge International a répondu qu'il regrettait, qu'il ne recommencerait plus et qu'il ferait la mise au point exigée. Il ressort de tout cela que l'astuce des bolchevistes est partout la même. Ici, ils déclarent que la S.I.A. est complice de la 5<sup>e</sup> colonne qui a rendu tant de services à Franco, Hitler et Mussolini, que les adhérents à la S.I.A. sont des agents camouflés du fascisme ; là-bas, en Espagne, ils recherchent la collaboration de cette même S.I.A.

Comme ils exagèrent en tout, qu'ils mentent constamment, ce serait bien le diable si nous n'arrivions pas, un jour, à les confondre.



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Fauchier 596-03

## La condición de la victoria

Nos mueve, al escribir estas líneas, un imperativo de conciencia, la angustia honda que la situación atravesada por España nos causa, la inquietud por su suerte. Porque no somos de los que se embarchan de palabras, que vienen de entusiasmo pueril, sino de realidades escuetas. El entusiasmo forma parte de la realidad, es un factor psicológico que desempeña su papel. Pero este papel es bueno o es malo, según los casos. No basta creer en la posibilidad de vencer. Hace falta organizar materialmente esta posibilidad. El entusiasmo basado en la ilusión se desvanece con los contratiempos, y además la ilusión hace perder las batallas, porque éstas no se ganan con certidumbres morales, si no van respaldadas, por una acción eficaz y con armamento.

Armamento, no dejamos de reclamarlo desde hace tiempo, y no nos hemos descuidado para que se tuviera. Pero repetimos que no basta el armamento. Si no se utiliza debidamente, si la política, el partidismo imperan por encima de las necesidades de la guerra, por muchas armas que se reciba, la guerra se perderá fatalmente.

La censura, precisamente porque está en manos de los que hacen partidismo, no permite en España publicar estas cosas. Pero la situación es tan seria, que ha llegado el momento de clamárlas.

Se han producido recientemente dos hechos que hacen pensar que no se rectifica la trayectoria derrorista del partidismo. Uno, es el desastre del frente de Aragón. De éste nos ocuparemos en primer lugar.

Los datos que se van teniendo al respecto confirman que la política es mucho más responsable de lo ocurrido que la falta de armamentos. La parte por donde empezó el ataque estaba sin fortificar, con pocas armas, y el jefe de ese sector, Yoldi, advirtió, del hecho al « mando único » que tanto se ha reclamado, y que existe, pero no para la suerte de nuestras armas. Este mando único no hizo caso, y como por casualidad, fué por ese sector, sin fortificaciones ni armas — aunque había decenas de miles de guardias provistos de buenos fusiles y ametralladoras en la retaguardia — por donde se produjo el ataque.

Otras cosas podríamos decir, infinitamente más graves, sobre lo ocurrido en Aragón. Pero vamos a referirnos ahora a la situación política del centro de España.

Por haber quedado aislado de Cataluña, la parte más importante de la España antifascista, ha quedado, por orden del gobierno, bajo el comando del general Miaja, que asume la responsabilidad de toda la vida civil y militar.

El general Miaja es comunista, y acaba de nombrar, como comisario político, a otro comunista, que nunca se significó por su imparcialidad para con los otros partidos : Jesús Hernández.

Indudablemente este nombra-

## LLAMAMIENTO DE LA S.I.A. ESPAÑOLA

El Consejo de la sección española de la S.I.A. nos ha lanzado el siguiente llamamiento :

### A todos los antifascistas del mundo

#### DEFENDED VUESTRAS VIDAS !

Demócratas, trabajadores, antifascistas del mundo ! No queremos perder la última esperanza. Ya no recurrimos a los Estados, ni a los gobiernos, por demócratas que se llamen. Sabemos que entre todos han decretado nuestra sentencia a muerte, y no apetecemos a conciencias embotadas por la insensibilidad y la cobardía. Hace cerca de dos años que los pechos inermes de los antifascistas españoles están parando generosamente la ola de represión que amenaza hundir al mundo otra vez en la barbarie.

Sólo una razón muy poderosa puede permitir este acontecimiento que adquiere, por la sorprendente, categoría de milagro : sólo una razón muy poderosa puede llevar a un pueblo al heroísmo del pueblo español, y esta razón es el anhelo de justicia y libertad, más que todos los ejércitos y todas las ambiciones que les mueven.

No apelamos a los Estados ni a los gobiernos. Apelamos a vosotros, hombres de conciencia libre, trabajadores, demócratas, antifascistas del mundo. Debéis escuchar este llamamiento que la sección española de la S.I.A. hace a vuestras conciencias.

Si de verdad amáis vuestras ideas cuya suerte están defendiendo los antifascistas españoles, si son ciertas vuestras afirmaciones de solidaridad, vuestras actividades en pro del pueblo español deben multiplicarse desde este instante. No permitáis que por lo limitado de vuestra actuación pueda caer sobre vosotros un átomo de responsabilidad.

Nadie puede pensar que los muertos sean muertos solamente, que las riquezas destruidas sean vulgares ruinas ; nadie ha cumplido su deber con un sencillo gesto de compasión, una lágrima, una moneda, una protesta fugitiva, más o menos viva. Si amáis vuestro ideal sostenido a través de los siglos con raudales de sangre, debéis intensificar la ayuda al pueblo español. Hay que movilizar todos los fondos, hay que poner en juego la actuación de las multitudes, hay que presionar todos los gobiernos.

Es necesario moverse en todas las direcciones. El fascismo internacional estudia sádicamente los medios de hacer más duro, más doloroso nuestro calvario. Los demócratas del mundo deben estudiar a su vez los medios de neutralizar, en todos los terrenos, al fascismo.

Los momentos son de gravedad. Los españoles tenemos la seguridad de que, asistidos por la masa democrática internacional, el fascismo hallará su tumba en España y el mundo podrá verse libre de esta abrumadora pesadilla.

Camaradas, trabajadores antifascistas, S.I.A. española os lanza este pedido de auxilio en la seguridad de que no querréis cargar sobre vosotros la responsabilidad de nuestra derrota. Si no tuviéramos otras razones, bastaría con el instinto de conservación para indicaros vuestro deber.

Pero no perdáis tiempo en discursos ni en gestos vanos. Es urgente una actuación decidida en pro del pueblo español. ¡Ayuda, ayuda rápida por todos los medios ! Vivieres, ropas, armas, medicamentos, movilización de todos los elementos obreros ! Boicot a los productos fascistas. Sabotaje. Hay que poner en juego todos los recursos si no querréis abandonar el terreno al fascismo.

Defended vuestras vidas a poca costa en España, si nos queréis defenderlas a costa de vuestra sangre, dentro de poco, en vuestro propio país.

## Notas desde España

### ESTAMOS SERENOS

Estamos serenos. Los acontecimientos no marchan como lo esperábamos, como se nos había asegurado, pero, no perdemos la serenidad. A medida que el peligro crece, vamos templando la disposición de combatir. Vamos haciéndonos a la idea de que nos llega el turno, como ha llegado antes a otras regiones amenazadas.

Cataluña vivía lejos de los frentes. La guerra no parecía existir para ella. No se ha comprendido suficientemente que los frentes se alejan o se avecinan. El nuestro se ha avivado bruscamente, con una brusquedad que da que pensar, porque parece raro que una ofensiva de esta envergadura, cuya importancia acabamos por comprender a pesar de los esfuerzos de la censura — para algo existen los mapas —, haya podido prepararse sin que nada supiera nuestro mando, que necesita esperar que el enemigo haya llegado a Lérida para movilizar a fondo, y tomar medidas elementales.

Pero esto es cuestión aparte. Dijo que estamos serenos. Lo estamos, lo mismo que ha sabido serlo, en forma pasmosa, la población madrileña. Este pueblo no es de la madera de los cobardes, como parece haberlo pensado demasiada gente que manda, pese a que haya cantado su heroísmo para hacer literatura.

Pero bien sé que esto es insuficiente frente a los armamentos modernos, frente a los cuerpos que se doblegan bajo la debilidad causada por el hambre. Y tenemos fe en otra cosa : en la solidaridad internacional, que pensamos ha de aumentar.

No lo olvidéis.

ANTIFASCISTA.

Franco ha cortado en dos la España antifascista.

Pero ella sigue unida espiritualmente y debe seguirlo materialmente.

Unión de verdad. En el espíritu y en la acción. Por la coordinación, no por la imposición de uno sobre todos.

## A las mujeres de corazón

S.I.A. os habla. S.I.A. se dirige a vosotras, mujeres de todo el mundo, a las jóvenes cuya ilusión y romanticismo deben ser hoy más que nunca alicientes valerosos en esta campaña pro-solidez internacional antifascista. A las madres en cuyo regazo reposa un infante, y cuya seguridad material del presente y la mayor o menor tranquilidad del porvenir, las dejan indiferentes al dolor ajeno.

Y a todas las mujeres en general, a las que son madres, porque tienen el deber de ayudar y proteger a los hijos de otras madres, las cuales soporitan los horrores de una guerra impuesta, el hambre, el frío, y carecen de un techo amigo y de familia.

Y a las que no tienen hijos, porque es para ellas un deber sacratísimo ser solidarias con los que sufren.

S.I.A. no se cansará de pedir solidaridad para las víctimas de España. Está en su derecho al hacerlo, y aun al exigirlo, porque se dirige a un mundo que no sufre privaciones, que no carece de nada, que vive incluso, con lujo.

La España leal no tiene siquiera lo más indispensable. Antes de la guerra era un país pobre. Con la guerra, las necesidades fueron mayores. Hubo que mantener los frentes quitando a la retaguardia los pocos alimentos de que se disponía.

En los meses fríos de 1936-37, eran muchísimas las familias de refugiados que en Barcelona dormían en la estación del metro, por falta de refugios tanto como de techos para cobijarse. Muchas veces los correspondientes de los diarios nos han hecho ver en las fotografías tomadas para sus publicaciones más de una madre en el dintel de una puerta, con dos, tres o cuatro criaturas acurrucadas contra ella.

Barcelona tenía casi un millón de habitantes antes de la revolución. Hoy cuenta con más del doble a causa de los refugiados de otras provincias que fueron allí, huyendo los horrores de la guerra. Esta sobrecarga de población creó mayores dificultades : los insuficientes alimentos de que se disponía antiguamente podían alcanzar aún menos ahora. El dicho tan corriente : « donde comen tres comen cuatro », no pudo ser aplicado. Fué necesario privarse.

Cuando el pan falta, es de imaginar que otros artículos alimenticios escasean también.

Podéis pensar sin estremeceros, mujeres que disfrutáis una situación económica estable, en la angustia de las madres españolas cuando sus hijos reclaman pan ? Porque sólo pan, y no frutas ni otras golosinas reclaman estos inocentes, que a través del tiempo han olvidado ya el gusto que tiene. Para ellos un mendrugo es actualmente manjar exquisito.

Pero hay más. Esta miseria que nosotros nos obstinamos en olvidar está en estos momentos en todo su apogeo. No sólo se carece de armas para el frente — esto es ya proverbial. Se carece de

La sección madrileña de la S.I.A. realiza una labor sumamente encimable, y que conviene dar a conocer a las secciones extranjeras para que vean que su apoyo a España es apropiado.

Desde el aniversario de la muerte de Durruti — el 20 de noviembre —, la sección se puso a repartir entre la población civil « necesitada » de la localidad unos 400 lotes diarios de víveres.

Et aumento constante de las familias necesitadas, él de la viudas, de los heridos, ha obligado a intensificar el esfuerzo, y actualmente se reparten de 800 a 1.000 lotes diarios.

Naturalmente, esta ayuda es también posible, conviene reconocerlo en justicia, por la ayuda constante de otras regiones, especialmente del Levante, que silenciosamente manda víveres en camiones llenos, que parten de todas las poblaciones.

Las secciones nacionales de la S.I.A. se ayudan unas a otras, acuden donde sea necesario, permitiendo a las locales hacer una obra que de por sí les sería imposible.

Pero, el aporte exterior cuenta también, porque sería difícil mantener este tren con los recursos cada vez más menguados con que cuenta la España.

La sección madrileña pide que se le envíe chocolate, mermelada, fruta seca, etc., que los heridos hospitalizados necesitan. Estos envíos pueden hacerse por las secciones que embarcan sus víveres en los puertos mediterráneos, de donde son desembarcados en Levante.

Los lectores que pueden atender a este llamamiento están avisados.

## Regional del Sena

### FUNCION CELEBRADA

Como habíamos anunciado, el domingo 24 de abril tuvo lugar la representación teatral organizada a beneficio del pueblo español.

Ante una numerosa concurrencia, los compañeros del « Grupo Artístico Cultura Popular » que tan buena labor vienen realizando, interpretaron magistralmente la obra titulada « El 19 de julio, o el triunfo del pueblo ».

Esta obra pone de relieve los meneos del trío que más ha contribuido a provocar los acontecimientos que desde hace veintidós meses ensangrentan a España : clero, militarismo, capital.

A pesar del personaje ingratito que algunos tuvieron que representar, todos los camaradas superaron encarnar sus distintos papeles. El público

manifestó con aplausos su entera satisfacción.

Los comités antifascistas de los altos de París podrían realizar una buena labor, aprovechando el concurso de esos camaradas, para organizar con frecuencia actos como el que resolvemos.

Instamos a los incansables camaradas del « Grupo Artístico Cultura Popular » a que perseveren en las actividades a que se dedican con tanto acierto.

OS ESPERAMOS EL SABADO

Invitamos también a todos los antifascistas a la representación que tendrá lugar el sábado próximo en la sala Susset, Quai de Valmy, a las 20,30 horas.

Además del programa anunciado, los que vengan podrán escuchar a varios artistas franceses que prestarán su concurso.

Los que no tienen agallas, se habrá asustado a medida que el público

## Manifiestos editados

La sección de la S.I.A. de Bordeaux, acaba de editar dos manifiestos. Uno, en español, otro en francés, ya que los dos públicos deben tocarse, y es igualmente interesante conciliar su apoyo moral y material. Al español, porque debe haber en cada hombre nacido en nuestro país, sentimientos de solidaridad que deben traducirse en aportes efectivos, pues los sentimientos se demuestran con hechos y no con palabras. Al francés, porque la solidaridad entre los que luchan por la libertad rebasa las fronteras, y es cada vez más necesaria.

Esta propaganda si impone. Muchos son los que hacen causa común con nuestros combatientes en las palabras. Hay que empujarlos para que materialicen su actitud. El egoísmo humano está a la orden del día. Reaccionar contra él conviene, estimular la aplicación de las profesiones de fe también.

La sección de Bordeaux completa su actividad de ayuda con la preparación de los espíritus para extender su obra. Aplaudimos sus esfuerzos, que deben ser imitados por todas las secciones.

Los lectores que pueden atender a este llamamiento están avisados.



**Jeunesse A narchiste Communiste**

## La dissolution de l'Entente des J.S. de la Seine

Une fois de plus a été prononcée l'exclusion de 25 membres des Jeunesse Socialistes de la Seine et la dissolution de leur entente. Le lieu où s'est joué le sort de ces militants avait changé, mais les bureaucratiques prononçant l'exclusion étaient toujours les mêmes.

Il y a trois ans l'entente de la Seine des J.S. avait été dissoute au cours du congrès de Lille, l'année dernière, c'était à Creil que s'était déclenché l'acte disciplinaire, cette année, c'est à la conférence de Limoges que pour avoir été socialistes, les Jeunesse socialistes de la Seine furent rejetées de la S. F. I. O.

Le motif de ces exclusions importe peu; lorsqu'on veut noyer son chien, il se trouve que la bête est enragée; lorsqu'un impérialisme veut la guerre, il sait découvrir un Sarajevo; lorsqu'une bureaucratie veut se débarrasser d'une minorité par trop dangereuse, elle invente aisément un acte d'indiscipline.

At surplus, le Comité National Mixte ne pouvait pas laisser subsister une entente des Jeunesse socialistes en contact permanent avec une fédération dissoute; c'eût été pour trop illégal.

Une motion de solidarité aux exclus de la gauche révolutionnaire fut le prétexte tout trouvé. Comment! Des jeunes adhérents de la S.F.I.O. osaient protester contre une décision du parti souverain? C'était trop fort! Il fallait exclure les responsables! Il fallait dissoudre l'entente des Jeunesse socialistes !

L'altitude des Jeunesse socialistes de la Seine au cours de l'année écoulée\*, permettait-elle sans parti pris au Comité national mixte de prendre des mesures disciplinaires contre ces camarades? Non!

À l'endroit de Creil, tous les "réintègres" s'étaient bien juré de tenir compte de l'expérience qu'ils avaient acquise avec leurs prédecesseurs. Cela ne leur servit à rien.

Il n'y avait plus d'organe fédéral pour les jeunes, d'où impossibilité de se rebeller publiquement. Toute l'action et toute la propagande furent faites en plein accord avec les responsables centraux, les meetings organisés en commun avec toute la bureaucratie nationale.

Les J. S. de la Seine refusèrent toutes les tentatives d'action avec les organisations non accréditées auprès du C.N.M. Elles suivirent et approuvèrent par leur silence la politique pleine de démagogie de la S. F. I. O.

Le parti socialiste n'admet pas la subordination de la classe ouvrière aux gens d'église, pas de main tendue aux catholiques et tandis que les militants socialistes se renforcent de leur altitude anticléricale, un gouvernement à direction socialiste reçoit en grande pompe monseigneur Pacelli, légat du Pape.

Le "front français", proposé par les communistes est rejeté par toutes les tendances du parti socialiste. À bas l'Union Sacrée s'écrient-ils tous. Quelques mois après, Léon Blum proposait le rassemblement national autour du front populaire, exacte copie du "front des Français".

Le "Populaire", organe central du parti socialiste engage une vaste campagne contre le Syndicat antirépublicain, bastion de la réaction, à l'origine du mur d'argent. Pensant se conformer à la politique de leur parti, c'est avec enthousiasme que les J. S. approuvèrent la décision de la fédération adulte organisant une manifestation aux portes du Luxembourg.

C'est alors que les événements se précipitèrent : chute du Gouvernement, suspension de pouvoir de militants responsables, dissolution de la Fédération de la Seine, soutien socialiste à un gouvernement Daladier, Reynaud, Mandel,

L'unanimité sur un programme réactionnaire venait d'être obtenue à la Chambre, c'était l'Union sacrée avant même qu'il y ait danger. On connaît la suite et l'exclusion des jeunes socialistes.

Que vont faire ces Jeunes qui ne se trouvent pas dans leur élément au sein de la social-démocratie? Ils cherchent à se faire pardonner leur erreur d'un moment et pourvoir ainsi continuer la lutte au sein de la S. F. I. O.

À bas l'Union nationale disent les Jeunes socialistes dans leur motion, présentée à Limoges, mais ils recherchent de nouveau la collaboration avec les chefs actuels de la S. F. I. O., aussi bons patriotes et nationaux que les chefs réactionnaires.

Ce n'est plus dans le parti socialiste que les jeunes révolutionnaires doivent lutter contre l'Union sacrée, mais c'est surtout en dehors de ce parti qu'ils doivent s'lever contre la réaction nationale, prélude de la guerre impérialiste.

Cette tâche a besoin de toutes les énergies révolutionnaires bien faibles à l'heure actuelle et elle n'est pas suffisamment aisée pour que l'on se permette des illusions sur une transformation possible des cadres de la S. F. I. O.

Paul SERVANT.

### Le Coin des Encasernés

Nous recevons d'un groupe de camarades encasernés, cet ordre du jour que nous insérons avec plaisir :

Un groupe de soldats du 14<sup>e</sup> R.I.F. secteur fortifié de la Crusnes proteste avec indignation devant les nouvelles capitulations des partis S.F.I.O. et communiste, qui inféodent le prolétariat français à l'Union sacrée et la préparent au combat avec nos peuples de l'Amérique centrale, soit allé contre ce fleau de l'humanité qui prend enfin fin avec la liberté des peuples.

Notre lutte contre l'imperialisme américain est aussi une lutte de vie et de mort pour défendre notre liberté menacée par la démocratie rossellienne de la "libre Amérique".

Par ailleurs, les gouvernements créoles de nos peuples indo-américains sont tous réactionnaires et sympathisent avec le fascisme. Ici, à Cuba, les gouvernements permettent les réunions quotidiennes des éléments fascistes, tandis qu'ils persécutent les antifascistes.

C'est pour cela que devant une situation aussi critique et remplissant notre devoir d'anarchistes, nous verrions avec plaisir un plus étroit contact avec les camarades de ce pays, notre secrétariat estimant qu'il est d'extrême importance d'avoir d'étroites relations avec les compagnies anarchistes de France, dans des moments aussi critiques pour notre mouvement international.

Saluts sincères et fraternelles. A vous et pour l'anarchie.

## Une lettre de la Fédération anarchiste cubaine

LA HAVANE CUBA 28 MARS 1938

Chers camarades,

La lutte titanique que nous soutenons contre le fascisme oblige tous les anarchistes du monde à unir si étroitement pour se défendre contre un ennemi si cruel et criminel.

La lutte est trop dure, puisque nous avons en face nous un ennemi aussi puissant que le capitalisme international bien organisé, et avec lui, l'appui de tous les gouvernements appelés démocratiques.

En Amérique, hormis des très honorables exceptions, ce monstre a fait irruption, quelque d'une manière sporadique, sans que l'hypocrate protestation de l'imperialisme yankee, dont la démocratie sera seulement de rideau, pour subjuguer les petits peuples de l'Amérique centrale, soit allé contre ce fleau de l'humanité qui prend enfin fin avec la liberté des peuples.

Notre lutte contre l'imperialisme américain est aussi une lutte de vie et de mort pour défendre notre liberté menacée par la démocratie rossellienne de la "libre Amérique".

Par ailleurs, les gouvernements créoles de nos peuples indo-américains sont tous réactionnaires et sympathisent avec le fascisme. Ici, à Cuba, les gouvernements permettent les réunions quotidiennes des éléments fascistes, tandis qu'ils persécutent les antifascistes.

C'est pour cela que devant une situation aussi critique et remplissant notre devoir d'anarchistes, nous verrions avec plaisir un plus étroit contact avec les camarades de ce pays, notre secrétariat estimant qu'il est d'extrême importance d'avoir d'étroites relations avec les compagnies anarchistes de France, dans des moments aussi critiques pour notre mouvement international.

Saluts sincères et fraternelles. A vous et pour l'anarchie.

G. L., secrétaire des relations extérieures de la F.G.A.C.

## La jeunesse anarchiste du Japon s'oppose à la guerre

Nous extrayons quelques lignes d'une lettre que des camarades japonais ont adressée à nos camarades de la Chine. Le simple compte rendu est un témoignage suffisamment éloquent pour la solidarité de ces deux organisations qui ont failli, pour militier avec combativité dans leurs syndicats, à l'atelier, à l'usine, aux champs, dans la rue, partout où leur devoir leur dicta d'être.

Il salut le glorieux prolétariat espagnol qui malgré la trahison générale a donné l'exemple à tout le prolétariat mondial, et en particulier à celui de France, de la lutte héroïque contre la réaction fasciste.

Il assure U.A. et la J.A.C. de son entière sympathie et adresse à leurs militants son salut révolutionnaire.

**SAMEDI 30 AVRIL A 14 HEURES TOUS LES CAMARADES DISPONIBLES AU LIBERTAIRE POUR LA VENTE DU LIB.**

K. B.

## Le coin des chômeurs

### NOUS CROYONS REVER

Nous croyons rêver, partout une vague chauvine déferle sur la Douce France, des milliards sont engloutis pour la guerre, les quarante heures sont d'ores et déjà perdues. Les syndicats s'efforcent impuissants à défendre les intérêts de la classe ouvrière et si nous n'y prenons garde, la colonisation va lesachever. Les partis politiques (dits de gauche) capitulent et font l'alliance avec la bourgeoisie, particulièrement le parti stalinien dont, après un passé révolutionnaire, les dirigeants et le fils du peuple se chargent avec une grande ténacité à faire oublier cette faute de jeunesse en trompant l'opinion publique.

On parle de défense nationale! Comme s'il pouvait exister une défense nationale en régime capitaliste, n'est-ce pas messieurs les naclos? Et parmi ce concert de loanges et de chants patriotiques, pas une voix ne s'élève, plus une phrase ne s'aligne, pas un regard n'est jeté sur le sort des malheureux chômeurs, ou n'en parle plus et bien mieux que les ignorés. Par tout le mot d'ordre est de se taire. — Raoul.

### MEME MORT !! ON NE LUI PARDONNE PAS D'AVOIR ETE CHOMEUR

Un intellectuel, jeune encore, 45 ans, décédé la semaine dernière dans un hôtel du 20<sup>e</sup> arrondissement, Pratio Hôtel, 65, rue Planchat.

Le malheureux, journaliste, sans travail et sans ressource aucune depuis deux ans, n'avait pu réussir à obtenir son inscription au fonds de chômage que tout récemment. Son hôtelier ne lui laissait donc aucun répit, le harcelant sans cesse, il le menaçait. Il osa même à différentes reprises lever la main sur lui, le traitant de fainéant en lui braquant un revolver sur la poitrine...

Comme la veillée parlementaire, qui malgré ses promesses de 1936 n'a pas encore voté la rénovation du loyer pour les chômeurs, ce répugnant "tâter" a sa large part de responsabilité dans la mort de notre pauvre camarade.

Mais hélas ! Ce n'est pas tout. Il y a encore l'emploi du Service des Décès à la Mairie du 20<sup>e</sup> arrondissement qui, malgré les renseignements fournis par la compagnie des morts (renseignements qu'il lui était facile de contrôler), refuse de s'occuper des obsèques tant qu'elle n'aurait pas versé une somme de 91 fr. pour le cercueil, prétextant en termes grossiers qu'elle indiquait n'était pas une excuse valable pour obtenir la gratuité complète des funérailles...

Et il fallut la bienveillante intervention d'un des maîtres-adjoints pour ramener son subordonné à un peu plus de pudeur...

Mais cette affaire ne doit pas en rester là... une sanction s'impose... Ce triste sire ne pourrait-il pas être remplacé par un chômeur?

Qu'en pense M. le Préfet de la Seine?

UN CHOMEUR.

### CE QUE LES « NACOS » APPELLENT UN COMITE DE SOUTIEN DES CHOMEURS

Le comité de chômeurs des Lilas était réuni le 18 mars en assemblée générale ; je fus l'auteur d'une proposition de comité de soutien des chômeurs, avec participation des organisations politiques et syndicales. J'avais bien précisé que les organisations politiques devraient être des organisations révolutionnaires, et je citais comme exemple les partis communiste et socialiste, le rassemblement du Front Populaire, l'Union Anarchiste (groupe local), la gauche révolutionnaire, etc., etc. Cela fut approuvé à l'unanimité, mais nos "nacos" n'avaient une idée derrière la tête.

Dans leur commission exécutive de chômeurs, la ligne de conduite dictée par l'assemblée générale, et, malgré mes protestations, ils firent appeler aux plus grosses entreprises de métallurgie de la localité pour collecter une obole au profit des chômeurs. Les directeurs de ces usines sont des fascistes notoires. Le plus beau de l'histoire, c'est que les "nacos" firent les statuts de ce comité de soutien, où, par exemple, il est dit que le bureau serait rédigé, et que le Président serait le Maire des Lilas, le sinistre Decros, fasciste maquiné en Radical-Socialiste, mais ami cher de Pierre Laval. Cela n'étant peut-être pas suffisant, ils ont prévu que si Decros refusait, ils appelleront le curé de la paroisse à la présidence du comité. Il précisait que le groupe des Lilas de l'Union Anarchiste se refusait de participer à ce comité, et que je m'expliquerai à l'assemblée générale des chômeurs.

A cette assemblée, le vendredi 1<sup>er</sup> avril, une grosse caisse était présente, en la personne de Françon, du secteur Est, trésorier de l'Union des Comités de Chômeurs depuis quelque sept ans. Il tenta de faire croire, par toutes sortes de citations, que la politique adoptée était la véritable politique des chômeurs.

Messieurs, bas les masques ! Nous savons maintenant, et nous voulons le faire savoir à toute la classe ouvrière, que vous êtes des traitres, hier, les champions de la révolution, aujourd'hui, les amis de la Bourgeoisie, du Fascisme et du Clericalisme. Oui, nous, anarchistes, sommes partisans d'un comité de soutien des chômeurs, mais pas sur les mêmes bases. Nous devrions réaliser un Front Révolutionnaire qui permettrait aux organisations adhérentes de pratiquer le véritable soutien des chômeurs, de les assister par une action virile et constante dans leurs revendications.

Pour les Chômeurs Libertaires des Lilas : E. BRIERE.

## Je m'abonne au "libertaire"

Pour SIX MOIS, UN AN (1), dont je vous envoie le montant, soit ..... francs,  
à partir du .....

Signature :

FRAIS  
52 Nos ... 28 fr. .... 52 Nos ... 36 fr.  
29 Nos ... 14 fr. .... 28 Nos ... 18 fr.  
chèque postal : Scheck André, Paris 487-78, rue de Bondy, 9, Botzaris 62-27.

(1) Envoyer la mention inutile.  
(2) Envier lisiblement.

NOM (2) .....

ADRESSE .....

VILLE .....

DEPARTEMENT .....

Brunoy

## VENDREDI 29

A 21 heures, salle Vidal. (Juste en face de la Gare.)

### LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Barzangette, Raoul, Frémont.

Paris XIV<sup>e</sup> la Porte-de-Vanves, à 21 heures.

### LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateur : Coudry, Servant, Vintrigner.

Issy-les-Moulineaux

## MERCREDI 4

A 21 h, 21, rue Jean-Jacques-Rousseau

### LA LUTTE SYNDICALE

Orateur : Gam.

Paris III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> JEUDI 5

A 20 h. 30, 44, rue des Archives, Café de l'Homme Armé.

### LE MOUVEMENT SYNDICAL

Orateurs : Deux copains du groupe.

Paris XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> 6, rue Saint-Bernard.

### LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateur : Pierre Maurelle.

Paris XIX<sup>e</sup> la Courneuve, à 20 h. 30, salle Zimmer, à 20 h. 30.

### LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Gourdin, Barzangette, Frémont.

La Courneuve A 20 h 30, salle Tintin, 172, rue Rataeau.

### LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Pedron, Patorni, Coudry.

**La classe ouvrière est au-dessus de la nation**

# Le libertaire syndicaliste

## Le 1<sup>er</sup> Mai 1938 ne doit pas sonner le glas des revendications de Juin 1936

### Les militants syndicalistes ne doivent pas se laisser acculer à la scission

La semaine dernière, dans ces colonnes, partant des ex-confédérés écrivaient : « chez beaucoup de ceux-là (et non des moindres) l'idée d'une scission se précise et se développe. »

C'est un fait. Beaucoup de responsables de la C.G.T. ont toujours été adversaires de toute unité avec les communistes.

Ils étaient trop attachés à leur poste, à la vie tranquille des fédérations confédérées, à la mollesse de leur réformisme pour accepter de gaieté de cœur l'idée de collaborer étroitement avec les unitaires qui étaient démagogiques, avides de postes, rétrécis, et disposés à user de tous les moyens pour les conquérir.

L'unité de Toulouse leur a été imposée. Elle était voulue par l'ensemble des travailleurs syndicalistes. Les cadres de l'ancienne C.G.T. se sont inclinés mais la plupart se sont plus à la constater comme purement provisoire.

Aussitôt dans la place, les Staliniens ont démontré que leur seule intention était de domestiquer le mouvement syndical. Pour eux l'unité n'avait qu'un seul but : mettre la grande puissance de la C.G.T. au service des intérêts de la nouvelle aristocratie russe. Ils ont agi pour arriver à leurs fins avec la déloyauté, la gourmandise qui leur sont familières. L'indolence de leurs adversaires leur assurait la victoire.

Incapables de réagir, les responsables ex-confédérés voient avec tristesse les unions régionales et les syndicats leur échapper.

Pourtant des fédérations importantes telles que celles des employés, de la pharmacie, de l'habillement, des fonctionnaires, du sous-sol, des ports et docks, etc., restent entre leurs mains.

Les communistes déplorent, pour s'implanter dans ces fédérations et les coloniser, des efforts considérables. Ils ont avec tous les aventures

**C.G.T. LIBRE !**

**C.G.T. LIBRE**

riens au petit pied, les Païta, les Dupire, toujours à vendre pour un peu de prestige et deux mille francs par mois.

Face à cette situation les colonisés ou futurs colonisés ne pensent pas à lutter. Ils ne voient la solution que dans la scission. « Sauvons ce qui reste pendant qu'il est encore temps — disent-ils — si nous serons grignotés jusqu'au dernier. »

♦ ♦ ♦

Voilà une conception défaitiste dans laquelle les militants syndicalistes-revolutionnaires ne devront jamais rentrer.

Nous avons réclamé l'unité syndicale. Nous avons été les plus ardents de ses protagonistes. Si elle n'a pas pu faire exactement comme nous l'avions voulu, ce n'est pas une raison pour prendre la terrible responsabilité de diviser le nouveau mouvement syndical.

L'influence des Staliniens tient à leur argent, à la puissance de leurs moyens de corruption, au manque de scrupule total de leurs chefs, mais aussi à leur propagande, à leur formidable activité.

La scission provoquée par les ex-confédérés leur permettrait de jouer les pires, les moralistes. Ils ne manqueront pas de stigmatiser à grand renfort d'affiches et d'articles de presse la trahison de ceux qui quitteraient la grande C.G.T.

Aux yeux des travailleurs ils auraient raison et ils resteraient les seuls maîtres du mouvement syndical.

Pas un partisan de la scission ne peut prétendre sérieusement et sincèrement que celle-ci diminuerait l'influence stalinienne dans les syndicats. Au contraire elle l'enfoncerait.

L'expérience de la C.G.T.U. recommande. En quelques années les communistes liquideraient le mouvement syndical, tueraient l'esprit syndicaliste.

Or, nous persévérons à prétendre que la colonisation triomphante d'autant plus facilement qu'aucune résistance sérieuse ne lui est opposée. Nous sommes convaincus qu'il est encore possible de liquider le stalinisme, de chasser la politique de nos syndicats, d'obtenir bien entendu, de se y mettre immédiatement et tous ensemble.

La scission serait la mort du syndicalisme. L'union des partisans de son indépendance le sauvera et lui redonnera son véritable sens.

**RINGEAS.**

### Convocations syndicales

UNION LOCALE DE MITRY-MORY ET ENVIRONS. — 1<sup>er</sup> MAI. — De 9 h. à midi : Salle des Fêtes Mity-Boury, et Annexe de la Mairie Mity-Lotissement : pointage des cartes. A 15 h. meeting dans le parc de la Mairie, suivi de manifestation.

**CERCLE SYNDICALISTE  
« LUTTE DE CLASSE » DES PEINTRES**

Tous les camarades peintres partisans de l'indépendance complète du syndicalisme envers tous les partis politiques et tous les gouvernements sont invités à assister à la réunion d'information du Cercle qui aura lieu le vendredi 29 avril, à 17 heures 30, salle du Café des « Deux Hémisphères », 65, faubourg Saint-Martin.

Ordre du jour : Examen de la situation actuelle.

Le bureau du Cercle.

Ce Premier Mai 38 sera donc un Premier Mai d'Union sacrée, ainsi en a décidé le Bureau confédéral de la C.G.T., au lieu de riposter à l'unité de la nation française. Abandonnant toute conception de classe, elle ose, dans son appel pour cette journée de 1<sup>er</sup> Mai, écrire : « Sans unité de la classe ouvrière, l'unité de la nation ne saurait exister. »

Après la réalisation de l'unité syndicale, et surtout après le puissant mouvement de Juin 36, on pouvait espérer que la C.G.T., forte de cinq millions d'adhérents, allait affirmer la volonté formelle du prolétariat, devant la faillite du régime capitaliste, d'accomplir son rôle historique et d'assurer la gestion des moyens de production et d'échange. Tout le régime s'écroulait, rien ne s'opposait à la force ouvrière. Alors que tout était possible, la C.G.T., la seule force réelle, s'est placée à la remorque de ce gouvernement de Front populaire, qui devait si lamentablement faire faillite et accepter la colonisation du parti communiste, qui renouvela sa triste expérience faite à la C.G.T.U.

Les conquêtes de Juin sont sabotées par les grèves politiques, la semaine de 40 heures fait place aux 45 heures. Le patronat de droit divin passe à l'offensive et impose sa politique aux capitulards du Front populaire. Et alors que

le capitalisme manifeste sa haine féroce de classe, la C.G.T. au lieu de riposter prêche l'unité de la nation française. Abandonnant toute conception de classe, elle ose, dans son appel pour cette journée de 1<sup>er</sup> Mai, écrire : « Sans unité de la classe ouvrière, l'unité de la nation ne saurait exister. »

Ainsi donc, toutes ces capitulations n'ont d'autres buts que la réalisation de l'Union sacrée, la défaite du prolétariat dans une guerre pour la sauvegarde de l'imperialisme français. Il ne peut pas exister d'unité de la nation, dans une conception de classe, c'est ce que nous ne cesserons pas de crier. Nous resterons fidèles à l'esprit de classe, qui fut toujours affirmé avec force par les révolutionnaires de notre pays, et à l'internationalisme prolétarien.

Contre l'Union Sacrée ;

Contre la collaboration des classes ;

Pour le maintien des conquêtes de juin ;

Pour l'échelle mobile ;

Pour le contrôle ouvrier ;

Travailleurs vous devez manifester le 1<sup>er</sup> Mai.

### L'unité déloyale

Vers 1932, à la suite de la rupture du « Comité des 22 », un profond découragement s'était emparé des minoritaires de la C.G.T.U. L'échec avait été si total, l'écrasement si définitif, que l'unité syndicale apparaissait alors comme une chimère décevante, un mythe trompeur. Le syndicalisme leur semblait devoir se cristalliser pour toujours autour des deux centres irréductibles l'un par l'autre. On eut dit que deux syndicalismes, aux origines et aux buts profondément différents, se partageaient les diverses catégories composant notre classe ouvrière : fonctionnaires, employés des services publics, prolétaires de l'industrie privée, etc., animées par des idéologies opposées.

Ce n'était pourtant qu'une illusion. Si l'on examine la composition des deux C.G.T. à l'époque, on constate que prédominaient, dans une comme dans l'autre, les fonctionnaires et employés des administrations publiques : les ouvriers à statut. Et il est juste de faire ressortir que dans cette sombre période, ces derniers sont les seuls à résister, parfois victorieusement, aux offensives patronales. Le prolétariat de l'industrie privée semble, lui, à la suite de longues années de défaites continues, arrivé à un état de découragement irrémédiable. Depuis longtemps déjà, il déserte les syndicats. Il a oublié le chemin de l'organisation.

Il n'est pas utile non plus de souligner que cette époque est celle où la scission syndicale atteint sa plus grande virulence. Entre les deux C.G.T. dont les méthodes sont parfois étrangement identiques (qu'on se rappelle le réformisme incurable qui rongeait la Fédération unitaire des cheminots, ce pilier de la C.G.T.U.), la haine devient inexplicable.

Or, voici que brusquement, en 1934, on commence à entendre parler d'unité. Des syndicats uniques viennent de se constituer chez les cheminots, des conversations s'ébauchent un peu partout, et tout cela, chose troublante, sous l'œil bienveillant et complice des chefs unitaires. Résolument à l'unanimité moins une voix cette résolution.

(Résolution adoptée à l'unanimité par la C.E.

le 15.)

**CHEZ LES TRAMINOS MARSEILLAIS**

Cinq cents jeunes ont été embauchés en juin 37 aux tramways de Marseille. Après neuf mois de travail continu et tous de services des plus mauvais, nous nous voyons jetés sur le pâvre, malgré toutes les promesses de nos bonzes syndicaux Laugier et Nicolas. Ils nous ont assuré, en réunion corporative, qu'ils nous défendraient comme si nous étions des anciens. Malgré tous les apaisements donnés, les licenciements progressifs et incessants continuent, sans nous écarter.

Le 16 courant, en réunion générale, Laugier et Nicolas sont venus demander l'effort nécessaire à toute la corporation, pour nous sauver du chômage. Cet effort consiste en l'abandon d'une journée par mois par tout le personnel. Dans une salle emplie par environ 3.000 camarades, les explications nécessaires furent données, par nos deux syndicalistes, pour faire accepter par les siens, ce coup de bâche, qui est sûrement que tous les renseignements seront donnés.

Nous demandons à tous nos camarades délégués responsables de se tenir prêts et de répondre « présent ! » à l'appel que le syndicat fera dans la presse ouvrière pour la distribution des tractes. — Le secrétaire général : F. Joullot.

### CHEZ LAVALETTE

Les syndiqués des usines Lavallette à Saint-Ouen, réunis en assemblée générale le samedi 16 avril 1938, protestent contre la nouvelle capitulation des dirigeants syndicaux et contre le soi-disant tactique qui a poussé officiellement à la grève sans prendre publiquement ses responsabilités qui nous a contraints à abandonner la lutte sans aucune garantie (après 24 jours de lutte comme dans certaines usines) : Blâmemont leur façon de procéder pour ne pas

commencé la défense de nos deux camarades, victimes de la coalition stalinio-fasciste, et cette défense, nous la continuons jusqu'à leur libération. Il est tout à fait inutile de retenir en prison le camarade David, camarade militaire violent, incapable de se servir d'un couperet pour se défendre. La police n'aurait-elle pas mot à dire sur la morosité du chef de chantier, sur les tuiles que tous les cagoulards ont le droit de porter ?

Il est aussi injuste d'emprisonner Garnier, sa présence sur le chantier a suffi à le faire arrêter. Après tout, le rôle d'un secrétaire est d'assister à tout ce qui intéresse le Syndicat ; ce jour-là il y avait élection de délégués, et son rôle était d'être présent.

S'il croit que par la force, on nous brisera, on se leurre ; nous, minoritaires de la C.G.T., nous réagirons. Et nous dévoilerons en public certains canulars.

Le 16 courant, en réunion générale, Laugier et Nicolas sont venus demander l'effort nécessaire à toute la corporation, pour nous sauver du chômage. Cet effort consiste en l'abandon d'une journée par mois par tout le personnel. Dans une salle emplie par environ 3.000 camarades, les explications nécessaires furent données, par nos deux syndicalistes, pour faire accepter par les siens, ce coup de bâche, qui est sûrement que tous les renseignements seront donnés.

Nous demandons à tous nos camarades délégués responsables de se tenir prêts et de répondre « présent ! » à l'appel que le syndicat fera dans la presse ouvrière pour la distribution des tractes. — Le secrétaire général : A. Fenandino.

### DANS LE NETTOYAGE UNIFIÉ

Le Syndicat unifié des Fructeurs Nettoyeuses de la R.P., avertit ses adhérents que la « Tribune du Nettoyage », qui devait paraître vers le 20 avril, ne paraîtra pas à cette date car, au moment de la mise en pages, le Syndicat a été averti que le ministre du Travail venait de désigner le surarbitre pour trancher la question de notre demande de rajustement de salaire. Aussitôt, la sentence surarbitrale rendue, tous nos camarades seront avertis soit par la « Tribune », soit par le « Libertaire », soit par des tractés, de la date du meeting auquel seront conviés tous les travailleurs du Nettoyage, syndiqués ou non. C'est à ce meeting que nous discuterons l'éventualité d'un gouvernement d'union nationale.

Il se refuse à suivre certaines organisations syndicales qui n'ont pas hésité à faire à la défense nationale le sacrifice de certains avantages péniblement acquis.

Et demande enfin au prolétariat d'avoir une politique étrangère à lui, au lieu de se mettre, là comme ailleurs, à la remorque de la bourgeoisie et des gouvernements, pour que se réveille le sentiment de solidarité internationale des travailleurs qui est le rempart le plus solide contre la guerre, la seule force capable de contre-carrer les entreprises funestes des impérialismes et du fascisme leur complice.

A SAINT-ETIENNE

### Répression contre les syndicalistes

Si dans de nombreux chantiers du bâtiment de la Loire et de la Haute-Loire, l'action revendicatrice a eu satisfaction, cela est dû au caractère révolutionnaire de nos tractés, qui a poussé officiellement à la grève sans prendre publiquement ses responsabilités qui nous a contraints à abandonner la lutte sans aucune garantie (après 24 jours de lutte comme dans certaines usines) : Blâmemont leur façon de procéder pour ne pas

commencer la défense de nos deux camarades, victimes de la coalition stalinio-fasciste.

Nos camarades, comme nous, avons participé à la défense des leurs, lorsqu'ils furent attaqués par le magnat Mimard. Ce fut le contraire qui se produisit, et nous pouvons dire que la presse de droite ne porta pas d'accusation aussi terrible contre notre camarade que celles du parti communiste et l'Union départementale. Il y eut ainsi plusieurs incidents. Le patronat fut soutenu en ces affaires, par le parti communiste et par l'Union départementale de la C.G.T., mais assez sournoisement, pour ne pas porter d'accusations publiques.

Un incident plus grave opposa nos camarades du bâtiment à un chef d'équipe, qui, à la suite du bagarre dont il fut l'auteur, a été blessé de deux coups de couteau, blessure dont il mourut.

A la suite de sa mort, la police qui n'avait trouvé aucun coupable, arrêta le camarade Dauphin, et, ensuite, notre camarade Garnier, comme responsable.

Nous pensions encore que, malgré notre lutte avec l'Union départementale, pour l'indépendance du syndicalisme, elle aurait pris la défense de nos camarades, comme nous avions participé à la défense des leurs, lorsqu'ils furent attaqués par le magnat Mimard. Ce fut le contraire qui se produisit, et nous pouvons dire que la presse de droite ne porta pas d'accusation aussi terrible contre notre camarade que celles du parti communiste et l'Union départementale.

Notre choix d'ailleurs a été facilité par le désir important que la plupart des camarades qui nous ont écrit ont exprimé le désir de se dépasser pour la propagation des idées pacifiques.

Les heureux élus ne s'effraient donc pas de la tâche qui leur échoit puisque pour le moment cette tâche est limitée au ralliement des signataires. Par la suite bien entendu, ces derniers désigneront le ou les responsables de leur groupe.

Incessamment nous procéderons de même pour la région parisienne.

Ainsi en groupant des milliers de syndicalistes décidés à lutter contre la guerre, nous attirerons, en moins d'un mois, notre premier objectif.

Passons à l'objectif suivant.

### LA CONFÉRENCE NATIONALE

Comme suite à une proposition faite par divers camarades de province, le Comité provincial d'organisation projette de réunir à Paris à la Pentecôte (5-6 juin) une première conférence nationale du « Centre Syndical d'Action contre la Guerre ».

Il appartient aux groupes de province d'examiner s'il leur est possible d'assurer la participation de un ou plusieurs délégués à cette conférence.

En vue de réduire au minimum les frais des délégués, le service « Tourisme » de la C.G.T., que nous avons présenté, est prêt à organiser un séjour collectif (Hôtel, Restaurant). Le prix sera communiqué dès que la liste des délégués désirant accepter cette initiative sera arrêtée.

Les correspondants déjà avisés vont bien nous fixer au plus tôt sur ce point précis afin que nos dépenses du service « Tourisme » établissent leur budget.

La semaine prochaine nous ferons connaître les propositions du Comité concernant